



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – février 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 10 mars 2023

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Février 2023

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le quinzième cycle de la quatrième année de l'étude s'est déroulé entre le 7 février 2023 et le 23 février 2023 et comptait neuf groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – February 2023.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

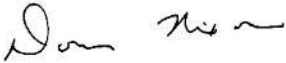
CP12-4E-PDF (rapport final, anglais)

ISSN 2816-9379

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 10 mars 2023

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	Error! Bookmark not defined.
Introduction	3
Méthodologie.....	4
Principales constatations	Error! Bookmark not defined.
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	6
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	6
Soins de santé (utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires du Québec, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique, résidents du Yukon).....	8
Budget 2023 (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique)	9
Véhicules électriques (résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter un VE).....	9
Perspectives énergétiques (propriétaires de Calgary et d'Edmonton).....	10
Tarification du carbone (utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique).....	11
Logement (propriétaires du Québec).....	11
Énergie résidentielle (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec).....	12
Opioides (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la C.-B.)	12
Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique).....	13
Secteur de la technologie (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)	14
Sécurité communautaire (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)	14
Enjeux locaux (résidents du Yukon)	15
Résultats détaillés	Error! Bookmark not defined.
Chronologie des annonces en février 2023.....	17
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	21
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	22
Coût de la vie (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies).....	26
Soins de santé (utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires du Québec, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique, résidents du Yukon).....	Error! Bookmark not defined.
Budget 2023 (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique).....	30
Véhicules électriques (résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter un VE).....	31
Perspectives énergétiques (propriétaires de Calgary et d'Edmonton).....	33
Tarification du carbone (utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique).....	33

Logement (propriétaires du Québec)	Error! Bookmark not defined.
Énergie résidentielle (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec).....	35
Opioides (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la C.-B.)	40
Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la C.-B.)	41
Secteur de la technologie (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM).....	42
Sécurité communautaire (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM).....	44
Enjeux locaux (résidents du Yukon).....	44
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	46
Questionnaire de recrutement, version anglaise	47
Questionnaire de recrutement, version française	59
Annexe B – Guides de discussion	69
Guide du modérateur, version anglaise.....	70
Guide du modérateur, version française	93
Annexe C – Concepts publicitaires	Error! Bookmark not defined.
Étiquette EnerGuide (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec)	121
Feuille de route vers l'efficacité énergétique EnerGuide (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec).....	122

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de neuf groupes de discussion en ligne organisés entre le 7 février 2023 et le 23 février 2023, à différents endroits du pays, en Ontario, en

Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, au Québec, au Canada atlantique et au Yukon. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a fait une large place aux initiatives et aux annonces récentes du gouvernement du Canada, à l'évaluation de sa gestion d'un grand nombre de priorités ainsi qu'aux soins de santé. L'étude a également permis d'explorer divers sujets touchant des régions et des populations précises. Les participants à faible et moyen revenu des Prairies et les utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique ont ainsi discuté du budget de 2023. Les résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter une voiture électrique ont eu une discussion à ce sujet. Les résidents de Calgary et d'Edmonton ont fait part de leurs points de vue sur le secteur de l'énergie en Alberta. Les participants du Canada atlantique se sont exprimés sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Les propriétaires résidentiels du Québec ont examiné les responsabilités du gouvernement du Canada en matière de logement. Les membres de la diaspora sud-asiatique de Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.) se sont attardés aux responsabilités du gouvernement fédéral en lien avec la crise des opioïdes ainsi qu'à sa Stratégie pour l'Indo-Pacifique. Les travailleurs du secteur de la technologie de la grande région de Montréal (GRM) ont discuté de la santé de ce secteur à l'heure actuelle et donné leur point de vue sur la sécurité des communautés. Enfin, les participants du Yukon ont passé en revue un certain nombre d'enjeux propres à leur région.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, par exemple les acheteurs ou futurs acheteurs de véhicules électriques, les utilisateurs fréquents du système de santé, les propriétaires, les personnes à faible et moyen revenu et les travailleurs du secteur de la technologie.

Approche détaillée

- Neuf groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Un groupe se composait de membres de la population générale du Yukon.

- Les huit autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Personnes désirant acheter un véhicule électrique (VE);
 - Utilisateurs fréquents des services de santé (Ontario et Canada atlantique);
 - Propriétaires (Edmonton et Calgary, Québec);
 - Canadiens à revenu faible ou moyen;
 - Membres de la diaspora sud-asiatique;
 - Travailleurs du secteur de la technologie.
- Deux groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 63 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Sud-ouest de l'Ontario	1	Anglais	7 février	18 h à 20 h	Personnes désirant acheter un VE	8
Ontario	2	Anglais	8 février	18 h à 20 h	Utilisateurs fréquents des services de santé	7
Edmonton et Calgary	3	Anglais	9 février	20 h à 22 h	Propriétaires	8
Collectivités rurales des Prairies (Sask./Man.)	4	Anglais	14 février	20 h à 22 h	Personnes à revenu faible et moyen	6
Intérieur de la Colombie-Britannique et Metro Vancouver	5	Anglais	15 février	21 h à 23 h	Diaspora sud-asiatique	7
Québec	6	Français	16 février	18 h à 20 h	Propriétaires	8
Canada atlantique	7	Anglais	21 février	17 h à 19 h	Utilisateurs fréquents des services de santé	6
Grande région de Montréal, Québec	8	Français	22 février	18 h à 20 h	Travailleurs du secteur de la technologie	5
Yukon	9	Anglais	23 février	20 h à 22 h	Population générale	8
Nombre total de participants						63

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Plusieurs ont mentionné avoir entendu parler des récentes négociations avec les provinces et les territoires sur le financement des soins de santé ainsi que de l'annonce ultérieure qu'un accord avait été conclu pour augmenter ce financement de 196,1 milliards de dollars sur dix ans, dont 46,2 milliards en nouveaux fonds. D'autres mesures et initiatives fédérales ont été évoquées, notamment la destruction de présumés ballons-espions à haute altitude détectés dans l'espace aérien canadien, le retrait par le gouvernement du Canada d'amendements proposés au projet de loi C-21 : *Loi modifiant certaines lois et d'autres textes en conséquence (armes à feu)*, la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un autre quart de point de pourcentage le 25 janvier 2023 et l'adoption d'une série de mesures d'abordabilité pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a ainsi été question de l'aide financière et militaire continue apportée à l'Ukraine, de l'aide humanitaire offerte à la Turquie et à la Syrie à la suite des puissants séismes survenus dans la région, et du déploiement en Haïti de deux navires de la classe Kingston de la Marine royale canadienne en réponse à la demande d'assistance du pays face à l'escalade de la violence liée aux gangs ces derniers mois.

Le groupe de la grande région de Montréal (GRM) a aussi brièvement discuté du poste-frontière irrégulier du chemin Roxham. Peu de participants se souvenaient de détails à ce sujet, mais certains se sont dits préoccupés par les coûts associés à la prise en charge des arrivants et se demandaient si cela ne retarderait pas les demandes des candidats à l'immigration qui passent par les voies officielles.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné l'aide offerte aux Canadiens pour composer avec la hausse du coût de la vie, la réponse à la pandémie de COVID-19, la majoration des investissements en santé, le soutien aux communautés vulnérables et marginalisées, les changements climatiques et l'environnement, l'immigration, la réglementation plus stricte des armes à feu et le soutien à l'Ukraine.

Nous avons ensuite demandé aux participants de nous signaler les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Ont figuré parmi leurs mentions : les soins de santé (en particulier les longues périodes d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et les

pénuries de personnel qui leur semblaient toucher l'ensemble du Canada), l'inflation et le coût de la vie, l'abordabilité du logement, la réconciliation avec les peuples autochtones, la criminalité en hausse et les coûts élevés de l'énergie à l'heure actuelle.

Lorsqu'il a été question des secteurs qui devraient recevoir une plus grande priorité de la part du gouvernement fédéral à l'avenir, de nombreux participants ont réitéré l'importance d'accorder plus d'attention aux soins de santé, à l'augmentation du coût de la vie, au manque de logements abordables et à l'atténuation des effets des changements climatiques. Par ailleurs, certains jugeaient qu'il y aurait lieu de rendre les droits de scolarité postsecondaire plus abordables pour les Canadiens. Quelques-uns ont aussi recommandé de développer les capacités du pays en matière de sécurité nationale, vu la découverte de plusieurs objets de surveillance de haute altitude ayant fait des incursions dans l'espace aérien canadien en janvier et en février 2023.

Coût de la vie (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies)

Les participants de collectivités rurales des Prairies ont pris part à une discussion supplémentaire sur le coût de la vie. Tous s'étaient préalablement classés dans la catégorie des personnes à revenu faible ou moyen. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient modifié leurs comportements d'achat ces derniers mois, beaucoup ont répondu qu'ils surveillaient davantage les promotions et les soldes et essayaient d'acheter des produits génériques chaque fois que possible. Plusieurs ont aussi mentionné qu'ils avaient restreint leurs activités non essentielles comme les voyages, les divertissements et les activités récréatives.

Questionnés sur les facteurs qui contribuaient à l'inflation et à la hausse du coût de la vie, les participants ont souvent pointé du doigt les perturbations économiques provoquées par la pandémie de COVID-19. Plusieurs avaient également l'impression que la guerre en Ukraine et son impact sur l'approvisionnement énergétique mondial avaient fait grimper les coûts de transport des biens importés et qu'en définitive les consommateurs en faisaient les frais. Quelques autres imputaient une part de la responsabilité aux grandes sociétés telles que les chaînes d'épicerie et les producteurs d'énergie. Ils croyaient que dans bien des cas ces sociétés avaient profité de l'inflation pour gonfler leurs prix. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de gérer la crise du coût de la vie, tous ont répondu qu'il était sur la mauvaise voie.

Au cours d'un exercice, nous avons invité les participants à se prononcer sur l'efficacité d'une série d'initiatives et d'annonces récentes du gouvernement du Canada visant à soutenir les personnes en difficulté à cause du coût de la vie. Parmi les diverses initiatives évaluées, la mesure consistant à indexer les prestations en fonction de l'inflation est celle qui a rallié le plus d'appuis. Les participants croyaient qu'elle serait particulièrement utile pour les personnes à revenu fixe, qui dépendaient de ces prestations pour leur subsistance et qui autrement verraient leur pouvoir d'achat énormément réduit. Les mesures visant à rendre les services de garde d'enfants plus abordables et le supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) ont également été bien accueillis dans les groupes.

À la question de savoir ce qu'il pourrait faire de plus pour combattre l'inflation, quelques participants ont suggéré d'encourager la Banque du Canada à interrompre ses hausses de taux, estimant que celles-ci affectaient la capacité des ménages canadiens à payer leurs versements hypothécaires et leurs autres dettes. Selon quelques autres, il faudrait aussi accroître la fabrication de biens et l'exploitation de ressources naturelles au Canada, afin de renforcer l'autonomie du pays à plus long terme.

Soins de santé (utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires du Québec, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique, résidents du Yukon)

Quatre groupes ont discuté des soins de santé et des mesures susceptibles d'améliorer la prestation des soins de santé au Canada. Invités à décrire le système de santé actuel au Canada, presque tous les participants avaient l'impression que ce secteur faisait face à d'immenses défis. Si un grand nombre ont parlé en termes élogieux de la qualité des travailleurs et des technologies du secteur de la santé canadien, ils considéraient l'accès aux soins de santé comme un problème de taille en ce moment. Plusieurs ont parlé des longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous auxquels ils s'étaient heurtés ou dont ils avaient entendu parler, estimant que de nombreuses régions au pays étaient présentement confrontées à une pénurie généralisée de personnel de la santé, y compris de médecins et d'infirmières. Pratiquement tous les participants pensaient que des changements majeurs s'imposaient dans la prestation des soins de santé au Canada. Beaucoup croyaient par ailleurs que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route à cet égard. De l'avis de plusieurs, des mesures immédiates devaient être prises pour remédier aux pénuries perçues de personnel de la santé, notamment accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin que les travailleurs de la santé non canadiens puissent plus facilement exercer au Canada. Bon nombre jugeaient qu'il fallait construire plus d'établissements et d'infrastructures de soins de santé pour répondre aux besoins éventuels en matière de services de santé dans la prochaine décennie compte tenu de la population grandissante et de la plus forte proportion attendue d'aînés (liée au vieillissement de la population canadienne). Devant dire à qui ces changements incombaient selon eux, ils étaient nombreux à penser que les soins de santé relevaient principalement des provinces et territoires et la plupart considéraient l'amélioration du système comme une responsabilité partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de récentes annonces ou initiatives du gouvernement fédéral axées sur les soins de santé, plusieurs ont nommé les négociations qui ont eu lieu dernièrement entre le gouvernement fédéral et les responsables provinciaux et territoriaux sur la hausse du financement des soins de santé au titre du Transfert canadien en matière de santé (TCS). Après avoir obtenu un complément d'information sur ces négociations et l'entente éventuelle conclue entre le gouvernement fédéral et les divers territoires et provinces, les participants ont exprimé des avis largement positifs. Voyant dans cette initiative un pas dans la bonne direction, beaucoup ont salué le fait que le gouvernement du Canada ait demandé aux provinces et aux territoires d'élaborer des plans décrivant la façon dont les fonds supplémentaires seraient dépensés. Plusieurs ont bien accueilli l'accent mis sur la simplification des processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les professionnels de la santé formés ailleurs qu'au Canada, qui contribuerait grandement selon eux à pallier le manque de personnel.

À la question de savoir s'ils appuieraient toujours ces mesures, même si elles alourdissaient le déficit national, la plupart ont répondu par l'affirmative. Aux yeux d'un grand nombre, les soins de santé devaient figurer en tête de liste des priorités du gouvernement du Canada et ils préféraient le voir réduire ses dépenses dans d'autres domaines qu'en santé.

Budget 2023 (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique)

Deux groupes ont pris part à une brève discussion sur le budget 2023 que le gouvernement fédéral s'apprêtait à déposer. Invités à préciser leurs attentes quant aux priorités du prochain budget, les participants ont cité de nombreux enjeux, notamment lutter contre l'inflation et la hausse du coût de la vie, accroître les ressources affectées aux secteurs clés tels que la santé et l'éducation, prendre des mesures visant à favoriser une durabilité accrue et à atténuer les effets possibles des changements climatiques et poursuivre les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones.

Concernant les secteurs sur lesquels ils souhaitaient personnellement que le gouvernement du Canada se concentre, beaucoup jugeaient nécessaire d'investir davantage dans les soins de santé, en particulier en santé mentale. De l'avis général, la santé mentale était devenue dans les dernières années un enjeu de plus en plus préoccupant au sein de la population canadienne et il manquait de ressources à l'heure actuelle pour répondre aux besoins du nombre croissant de personnes éprouvant des problèmes de santé mentale. D'autres pensaient qu'il fallait aussi en faire plus pour aider les personnes aux prises avec une dépendance. Ils ont proposé d'augmenter le financement réservé à l'embauche et à la formation de professionnels en traitement des dépendances et de construire plus de centres de traitement au pays. Enfin, plusieurs ont réaffirmé le besoin d'investir massivement dans l'amélioration de la qualité de vie des Autochtones, en veillant à ce que toutes les collectivités autochtones aient accès à de l'eau potable, à des aliments et des logements abordables et au même niveau de services fédéraux que les autres Canadiens.

Véhicules électriques (résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter un VE)

Les participants du groupe du sud-ouest de l'Ontario se sont penchés sur les véhicules électriques (VE) et la fabrication de VE au Canada. Ces derniers avaient tous déjà déclaré qu'ils souhaitaient éventuellement acheter un VE dans l'avenir. Concernant les principales raisons pour lesquelles ils envisageaient l'achat d'un VE, beaucoup les jugeaient plus abordables que les autres types de véhicules. Certains ont dit qu'à mesure que le prix de l'essence continuerait d'augmenter, l'électricité était susceptible de devenir la source d'énergie la plus économique. Plusieurs ont souligné les avantages environnementaux des VE comme facteur qui pèserait possiblement dans leur décision.

Discutant des principaux obstacles à l'achat éventuel d'un VE, de nombreux participants ont cité le coût d'achat initial élevé de ces véhicules. Quelques-uns pensaient par ailleurs qu'il n'y avait pas suffisamment d'infrastructures en place pour les VE (comme des bornes de recharge), surtout à l'extérieur des agglomérations urbaines. L'autonomie insuffisante par temps froid, des questions au

sujet de la valeur de revente potentielle des VE et la capacité du réseau électrique à absorber l'adoption à grande échelle des VE figuraient parmi les préoccupations mentionnées.

Bon nombre de participants jugeaient important de fabriquer les VE et les pièces qui les composent au Canada, pour s'assurer qu'ils sont sécuritaires, fiables et de grande qualité. Appelés à dire s'ils étaient au courant de récents investissements du gouvernement du Canada touchant la fabrication de VE dans le sud-ouest de l'Ontario, une forte proportion de participants ont répondu par l'affirmative. Tous convenaient que le gouvernement du Canada devrait continuer d'investir dans ce secteur dans les années à venir. Selon eux, le fait d'investir continuellement dans la production de VE au Canada contribuerait à rendre ces véhicules plus abordables et aiderait les Canadiens à atteindre les cibles de réduction des émissions. Plusieurs estimaient que ces investissements engendreraient des retombées économiques, en favorisant la création de nombreux emplois bien rémunérés, en plus de donner l'occasion au Canada de devenir un chef de file dans ce secteur et de se positionner comme un important exportateur de VE et de composants pour VE.

Quant à l'engagement du gouvernement du Canada à faire en sorte qu'à partir de 2035 tous les véhicules personnels vendus au Canada soient des véhicules à zéro émission (VZE), la plupart jugeaient cet échéancier réaliste. Toutefois, d'après plusieurs, pour réaliser cet objectif, il faudrait investir des sommes considérables afin de rendre ces véhicules plus abordables et de disposer d'un réseau électrique dont la capacité est suffisante pour soutenir l'adoption à grande échelle des VZE.

Perspectives énergétiques (propriétaires de Calgary et d'Edmonton)

Les participants de Calgary et d'Edmonton ont discuté brièvement de l'énergie propre et du secteur pétrolier et gazier en Alberta. Invités à donner leurs points de vue sur le rôle que joue le secteur pétrolier et gazier dans l'économie de la province, tous le jugeaient essentiel, de nombreux participants le considérant comme l'industrie la plus importante en Alberta. Au sujet de l'état actuel du secteur pétrolier et gazier, bon nombre trouvaient qu'il se portait assez bien en ce moment, grâce aux prix élevés du pétrole. Plusieurs croyaient cependant que la province devait se diversifier au-delà de ce secteur pour créer de nouvelles possibilités économiques dans l'avenir. Certains estimaient qu'en raison de la durée de vie limitée des ressources pétrolières et gazières, il fallait en faire plus pour accroître la production d'énergie découlant de sources renouvelables dans la province.

Invités à dire s'ils avaient déjà entendu l'expression « emplois durables », peu ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, il s'agissait d'emplois qui résistent aux contrecoups économiques et assurent une stabilité professionnelle à long terme aux travailleurs. Concernant la possibilité de créer des emplois durables dans le secteur de l'énergie propre, beaucoup pensaient qu'une telle initiative serait très avantageuse pour l'économie albertaine et ses travailleurs. Plusieurs croyaient que l'avenir de nombreux travailleurs du secteur pétrolier et gazier était incertain et que ces derniers pourraient tirer parti d'un plus grand nombre d'occasions de se réorienter dans des emplois durables du secteur de l'énergie propre. Discutant des facteurs propices au développement de l'énergie propre dans la province, les participants ont cité de récents investissements du gouvernement du Canada et une population plus encline à jouer un rôle dans la lutte contre les changements climatiques.

Tarifification du carbone (utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique)

Un groupe composé de résidents du Canada atlantique a discuté de la tarification du carbone. Il y avait pratiquement autant de participants qui connaissaient ce terme que non. Plusieurs ont critiqué ce programme, qui imposait à leur avis un fardeau financier accru aux Canadiens alors qu'ils peinaient déjà à joindre les deux bouts.

Aucun d'entre eux n'avait entendu parler de l'expression « incitatif à agir pour le climat ». Invités à dire ce que ce terme évoquait pour eux, la plupart des participants présumaient qu'il s'agissait d'un incitatif financier offert aux entreprises et aux ménages canadiens pour les aider à adopter des pratiques plus écologiques, par exemple, faire une transition vers les sources d'énergie renouvelables ou acheter un véhicule à zéro émission (VZE). Après avoir obtenu des renseignements supplémentaires sur cette initiative, beaucoup de participants se sont dits perplexes. Plusieurs se demandaient quelles seraient les répercussions du système de tarification du carbone sur leurs provinces respectives et sur eux-mêmes. Un certain nombre de participants craignaient que les sociétés ne refilent aux consommateurs les coûts supplémentaires liés à l'application de ce système aux entreprises et activités industrielles. Si quelques-uns estimaient que les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat les aideraient sûrement financièrement, une confusion régnait toujours chez plusieurs à propos de l'objectif du programme de tarification du carbone, compte tenu du fait que la majeure partie des sommes recueillies étaient reversées aux entreprises et aux ménages canadiens. En ce qui concerne les impacts possibles de l'initiative, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'elle soit peu utile pour lutter contre les changements climatiques, tandis qu'un petit nombre pensait qu'elle n'aurait vraisemblablement aucune incidence.

Logement (propriétaires du Québec)

Un groupe composé de propriétaires du Québec a brièvement discuté de propriété et du marché canadien du logement. Questionnés sur les principaux enjeux liés à l'achat d'une maison, les participants ont mentionné plusieurs choses, y compris la somme considérable requise pour une mise de fonds suffisante, la difficulté à épargner pour l'achat d'une maison et l'inflation qui ne cesse d'augmenter, et les défis que doivent surmonter les travailleurs autonomes et les entrepreneurs indépendants pour obtenir un prêt hypothécaire.

La plupart s'entendaient pour dire que l'accès à la propriété était moins abordable ces jours-ci, notamment en raison de la hausse des coûts d'entretien et de rénovation, l'augmentation des prix de l'énergie, et la flambée des taux d'intérêt. Même si de nombreux participants avaient des hypothèques à taux fixe, tous ont mentionné que les primes d'assurance habitation et les factures d'électricité avaient augmenté dans la dernière année. Plusieurs ont expliqué qu'ils devaient désormais consacrer une plus grande proportion de leur budget mensuel aux dépenses liées au logement, et réduire du même coup les dépenses non essentielles comme les loisirs.

Énergie résidentielle (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec)

Deux groupes composés de propriétaires ont eu une discussion sur l'énergie résidentielle et les moyens d'améliorer l'efficacité énergétique de leur habitation. Dans chaque groupe, les participants ont indiqué dans des proportions à peu près égales soit qu'ils avaient rénové leur logement récemment ou comptaient le faire, soit qu'ils n'avaient aucun projet de ce genre pour l'instant. Décrivant les raisons qui les avaient poussés à effectuer des rénovations, beaucoup ont dit vouloir rendre leur maison plus écoénergétique; certains ont expliqué qu'ils avaient installé des panneaux solaires, des fenêtres à triple vitrage ou des matériaux plus isolants, par exemple.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils prévoyaient moderniser leur système de chauffage ou de refroidissement, installer un thermostat intelligent ou faire d'autres changements de ce genre, un petit nombre de participants ont répondu que oui. En règle générale, leur objectif était d'améliorer la performance énergétique de leur habitation et de réduire leurs factures d'énergie. Certains ont mentionné qu'ils avaient opté pour un thermostat intelligent il y a déjà plusieurs années et croyaient avoir beaucoup économisé depuis sur leurs factures d'énergie. Invités à dire si la réduction de leurs dépenses mensuelles, l'augmentation de la valeur de leur propriété et les considérations environnementales (par exemple la réduction des émissions de carbone de leur propriété) seraient des facteurs dont ils tiendraient compte au moment d'acheter un thermostat intelligent, les participants ont presque tous répondu par l'affirmative.

Dans les deux groupes, les participants qui connaissaient l'étiquette EnerGuide du gouvernement du Canada étaient légèrement plus nombreux que ceux qui ne la connaissaient pas. Quelques-uns ont précisé avoir vu ces étiquettes sur des appareils ménagers, comme un chauffe-eau, un congélateur, une machine à laver ou une sècheuse. En ce qui concerne le genre d'informations qu'ils s'attendaient à trouver sur ces étiquettes, les participants en ont mentionné plusieurs : la consommation d'énergie de leur appareil ménager par rapport à d'autres modèles, la ventilation de la consommation énergétique selon plusieurs catégories, et l'échelle de couleurs indiquant l'efficacité énergétique de l'appareil.

Nous avons précisé aux participants que l'étiquette EnerGuide comporte également des recommandations personnalisées sur les rénovations qui permettraient de réduire la consommation énergétique d'une maison donnée. Après avoir examiné un exemple de feuille de route vers l'efficacité énergétique, plusieurs ont noté qu'elle était simple et facile à comprendre et qu'elle pourrait les aider à choisir les projets de rénovation à entreprendre. Bien que de nombreux participants étaient ouverts à l'idée de rénover leur maison un jour ou l'autre, beaucoup ont précisé que les questions de coûts seraient sans doute déterminantes dans leur décision de lancer ces travaux. Ils espéraient donc que le gouvernement du Canada continuerait d'offrir des soutiens comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes afin d'aider les propriétaires à rendre leur maison plus écoénergétique.

Opiïdes (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la C.-B.)

Les participants de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont discuté des opiïdes et de la prévalence de la dépendance aux opiïdes dans leurs communautés. Tous s'accordaient pour dire qu'il s'agissait d'un problème majeur à l'heure actuelle et plusieurs étaient

d'avis que le taux croissant de dépendance avait contribué à l'augmentation des crimes dans leurs communautés. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral avait fait pour s'attaquer au problème de la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique, plusieurs participants ont répondu qu'il avait financé plusieurs sites de consommation supervisée partout dans la province pour limiter le nombre de décès par surdose.

Quelques-uns seulement avaient entendu parler de la récente exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 g ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Les participants étaient généralement défavorables à cette décision et croyaient que le gouvernement fédéral devrait plutôt décourager la consommation d'opioïdes, notamment en imposant des peines plus sévères pour ceux qui utilisent et distribuent ces substances. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative mènerait à un usage accru de ces substances, surtout parmi les jeunes. Plusieurs autres étaient préoccupés par la limite de 2,5 g qui selon eux était trop élevée et par le fait que pour certaines substances comme le fentanyl, il n'y avait aucune quantité qu'une personne pouvait consommer en toute sécurité.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient en faveur de l'initiative visant à orienter les personnes arrêtées pour possession de drogues illicites vers des centres de désintoxication plutôt que de les envoyer en prison, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. Certains étaient d'avis qu'il faudrait considérer la dépendance comme étant une maladie et non comme un comportement criminel, et qu'il serait plus approprié de leur offrir des traitements plutôt que de les punir.

Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique)

Dans un groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique, les participants ont discuté de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Questionnés à savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie lorsqu'il s'agit de gérer ses relations avec les pays d'Asie, la plupart ont répondu que c'était le cas. La plupart croyaient que celui-ci avait réussi dans les dernières années à resserrer ses liens avec plusieurs pays d'Asie et que la majorité des citoyens de ces régions avaient une opinion favorable des Canadiens.

Lorsque nous les avons informés des objectifs de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, tous les participants ont réagi favorablement. Plusieurs s'attendaient à ce que cette stratégie soit extrêmement bénéfique pour le gouvernement du Canada et l'économie canadienne. Presque tous s'entendaient pour dire que ces objectifs devraient être une priorité pour le gouvernement fédéral, même s'ils croyaient que plusieurs années seraient nécessaires pour établir de meilleures relations avec cette région du monde et que le processus serait graduel. De nombreux participants avaient l'impression que cette stratégie serait particulièrement avantageuse pour la Colombie-Britannique en raison de sa grande proximité avec l'Asie, comparativement aux autres provinces et territoires canadiens, et que l'intensification des échanges commerciaux aurait un impact positif sur l'économie de la province.

Secteur de la technologie (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)

Les participants de ce groupe composé de travailleurs du secteur de la technologie ont partagé leurs points de vue sur le secteur et son évolution au cours des dernières années. Presque tous voyaient d'un bon œil les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour soutenir ce secteur et plusieurs avaient l'impression que ce dernier avait considérablement investi dans les entreprises technologiques canadiennes récemment. Certains avaient aussi le sentiment que le gouvernement fédéral avait contribué à la croissance du secteur en invitant les travailleurs étrangers hautement spécialisés à immigrer au Canada et en octroyant des subventions aux entreprises canadiennes pour l'embauche de ces nouveaux arrivants.

Discutant des impacts de la pandémie de COVID-19 sur leur secteur, presque tous les participants ont indiqué qu'ils travaillaient maintenant de la maison et s'attendaient à ce que cette tendance se poursuive longtemps après la fin de la pandémie. Questionnés à savoir si la montée de l'inflation avait eu des répercussions sur leur industrie, certains avaient remarqué que le prix des composants technologiques (comme les ordinateurs et autres matériels) avait augmenté et que les clients dépensaient plus prudemment, alors que quelques autres croyaient que l'inflation avait eu un impact majeur sur leur carrière.

En décrivant les plus grands enjeux pour les travailleurs de leur industrie, certains ont mentionné le nombre croissant de programmes d'intelligence artificielle (IA) comme ChatGPT. Quelques-uns craignaient qu'avec la multiplication de ces services, les clients choisissent l'IA plutôt que d'embaucher des travailleurs. Questionnés sur les mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour mieux soutenir les travailleurs du secteur de la technologie et atténuer l'impact de la réduction des effectifs, les participants ont fait plusieurs suggestions. Parmi celles-ci, des efforts accrus de la part du gouvernement fédéral pour embaucher plus de spécialistes des technologies dans le secteur public, des investissements et des subventions pour les programmes de recyclage pour permettre aux travailleurs de mettre à jour leurs connaissances et leurs titres de compétence, et une bonification des prestations de certains programmes, dont l'assurance-emploi (AE) pour les travailleurs mis à pied.

Aucun des participants ne connaissait la Corporation d'innovation du Canada (CIC). Lorsqu'ils ont été informés au sujet de cette nouvelle société d'État, la plupart ont réagi favorablement et s'attendaient à ce qu'elle contribue à multiplier les nouvelles embauches dans leur secteur, en plus de favoriser l'innovation partout au Canada. Les participants ont démontré de l'intérêt pour certains aspects du CIC, comme l'accent sur les services de consultation, les subventions et les contributions qui varient entre 50 000 \$ et 5 millions \$, et son rôle qui consiste à promouvoir l'innovation dans tous les secteurs et toutes les régions.

Sécurité communautaire (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)

Dans un groupe, les participants ont brièvement discuté de la sécurité communautaire et du taux de criminalité dans leurs communautés. Tous étaient des résidents de la grande région de Montréal (GRM). Lorsque nous leur avons demandé s'ils se sentaient en sécurité dans leurs communautés, quelques-uns croyaient que des améliorations pourraient être apportées, et tous ont indiqué qu'ils ne

craignaient généralement pas pour leur sécurité personnelle. Ceci étant dit, plusieurs ont mentionné que depuis quelques années, ils étaient de plus en plus préoccupés par la violence armée et la hausse des crimes commis avec des armes à feu dans la GRM. Même si plusieurs avaient l'impression que la criminalité avait grimpé dans leur communauté durant la pandémie de COVID-19, aucun n'en avait personnellement fait l'expérience. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour lutter contre la criminalité dans leur région, les participants ont répondu qu'il pourrait redoubler d'efforts pour détecter et sévir contre les gangs et le crime organisé qui, selon eux, sont responsables des activités criminelles dans la GRM et partout au Canada.

Enjeux locaux (résidents du Yukon)

Dans un groupe composé de résidents du Yukon, les participants ont discuté de leur région et de leurs communautés respectives. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se pencher en priorité, ceux-ci ont fourni plusieurs réponses, notamment les soins de santé, la santé mentale et les dépendances, et la hausse du coût de la vie.

Discutant des plus importants secteurs et industries dans leurs communautés, de nombreux participants ont mentionné le tourisme comme étant le plus important moteur économique de la région. Outre le tourisme, plusieurs croyaient que le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour soutenir le développement du secteur agricole dans la région, ce qui contribuerait grandement à diminuer les prix des aliments et accroître l'autonomie des communautés du Nord. Questionnés à savoir si la sécurité alimentaire représentait un enjeu dans leurs communautés, tous ont répondu que c'était un problème majeur. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression qu'en raison des coûts croissants du transport, les résidents du Nord payaient beaucoup plus cher leur panier d'épicerie comparativement aux autres Canadiens.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider les résidents de la région, aucun participant ne se souvenait de rien en particulier. Informés sur plusieurs initiatives et investissements du gouvernement fédéral dans la région, les participants ont réagi favorablement. Certains étaient toutefois d'avis que celui-ci devrait redoubler d'efforts pour améliorer la communication avec les résidents du Nord puisque la majorité des participants entendaient parler de ces projets pour la première fois.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en février 2023

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des principaux événements survenus au cours du mois de février 2023, nous présentons ci-après un résumé des mesures et des initiatives prises par le gouvernement du Canada durant cette période.

- Du 1^{er} au 7 février
 - Le 1^{er} février : L'Agence de développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan) annonce l'octroi de 5,2 millions de dollars à l'accélérateur Foresight Canada, chargé de créer le B.C. Net Zero Innovation Network (BCNZIN).
 - Le 2 février : PacifiCan annonce un financement de 485 410 \$ qui permettra d'étendre le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord à la région du Southern Interior, en Colombie-Britannique.
 - Le 3 février : Le gouvernement du Canada annonce un apport de 3 218 500 \$ au centre d'innovation régional IION (Innovation Initiatives Ontario North) et au Canadore College pour renforcer l'économie du nord de l'Ontario et créer des emplois.
 - Le 3 février : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 14 863 599 \$ dans l'aménagement et l'amélioration de l'infrastructure des véhicules électriques (VE) dans la région du Grand Toronto (RGT).
 - Le 3 février : Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) annonce l'ouverture de sept nouveaux points de service PrairiesCan et promet un investissement de 2 175 997 \$ pour soutenir le développement économique dans la région.
 - Le 3 février : Le gouvernement du Canada annonce avoir passé de nouveaux contrats avec des fournisseurs d'énergie de l'Alberta et de la Saskatchewan pour alimenter les immeubles fédéraux de ces provinces en électricité renouvelable et ainsi contribuer à la lutte contre les changements climatiques et à la croissance économique locale.
 - Le 6 février : Le gouvernement du Canada sollicite des propositions de recherche sur les contaminants qui sont transportés vers le Nord et l'Arctique canadiens par des courants marins ou atmosphériques.
 - [Groupe de discussion des résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter un VE, dont certains travaillent dans l'industrie automobile \(7 février\).](#)
 - Le 7 février : Le premier ministre se réunit avec ses homologues provinciaux et territoriaux pour discuter du système de santé canadien et annonce un financement de 46,2 milliards de dollars et un investissement de 196,1 milliards de dollars sur dix ans.
 - Le 7 février : Le gouvernement du Canada annonce l'apport d'une aide humanitaire de 10 millions de dollars à la Turquie et à la Syrie à la suite des tremblements de terre survenus le 6 février.
- Du 8 au 14 février :
 - [Groupes de discussion des utilisateurs fréquents des services de santé de l'Ontario \(8 février\) et des propriétaires de Calgary et d'Edmonton \(9 février\).](#)
 - Le 9 février : Le gouvernement du Canada lance des appels de demandes dans le cadre de l'Accélérateur de rénovations majeures et du Programme pilote pour des quartiers plus verts afin d'accélérer la rénovation de bâtiments.

- Le 9 février : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 1,1 million de dollars provenant de l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor) pour la construction et l'amélioration d'infrastructures communautaires au Yukon.
- Le 9 février : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 23,4 millions de dollars destiné aux programmes de mobilisation du public, en vertu de son engagement à réaliser les objectifs de développement durable des Nations Unies.
- Le 10 février : Le gouvernement du Canada lance le Programme des installations industrielles et manufacturières vertes (PIIMV), qui versera jusqu'à 20 millions de dollars par proposition pour soutenir les efforts de décarbonisation des installations industrielles et des procédés de fabrication.
- Le 10 février : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 5,5 millions de dollars à l'entreprise Les Énergies Tarquti en vue de construire des infrastructures d'énergies renouvelables dans la région du Nunavik, au Québec.
- Le 10 février : De concert avec le gouvernement de l'Ontario, le gouvernement du Canada annonce un financement de 50 millions de dollars pour un projet de stockage d'électricité en batteries qui appuiera le développement d'énergies propres et fiables.
- Le 11 février : Le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) abat un objet non identifié volant dans l'espace aérien du Yukon.
- Le 13 février : Le gouvernement du Canada annonce une enveloppe de 16,5 millions de dollars pour stimuler l'économie de l'est de l'Ontario, créer des emplois et développer les infrastructures.
- [Groupe de discussion des résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales de la Saskatchewan et du Manitoba \(14 février\).](#)
- Du 15 au 21 février
 - Le 15 février : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario annoncent le versement de 34,7 millions de dollars à l'Université d'Ottawa pour soutenir des projets d'éducation postsecondaire en français dans cet établissement.
 - [Groupe de discussion des membres de la diaspora sud-asiatique de la Colombie-Britannique \(15 février\).](#)
 - Le 16 février : La ministre des Affaires étrangères se rend en Ukraine pour discuter du soutien que le Canada continuera d'apporter au peuple ukrainien.
 - Le 16 février : Le gouvernement du Canada annonce le dévoilement du projet Arrow, un véhicule électrique entièrement fabriqué au Canada qui a fait l'objet d'un investissement fédéral de plus de 5 millions de dollars.
 - Le 16 février : Le gouvernement du Canada publie son plan directeur pour la Corporation d'innovation du Canada (CIC), laquelle a pour mandat d'encourager la recherche-développement des entreprises canadiennes et de favoriser la croissance économique. La CIC sera dotée d'un budget initial de 2,6 milliards sur quatre ans et commencera ses activités en 2023.
 - Le 16 février : En réponse à la demande d'assistance du gouvernement haïtien, le gouvernement du Canada annonce le déploiement en Haïti de deux navires de la classe Kingston pour aider à gérer l'escalade de la crise sécuritaire dans ce pays.

- **Groupe de discussion des propriétaires du Québec (16 février).**
- Le 17 février : Le gouvernement du Canada rend public son Plan provisoire pour des emplois durables 2023-2025, dont le premier plan d'action sera élaboré au cours des deux prochaines années en collaboration avec les provinces et les territoires, les partenaires autochtones ainsi que les représentants des syndicats et de l'industrie.
- Le 17 février : Le gouvernement du Canada annonce des investissements totalisant 68,2 millions de dollars dans 17 entreprises canadiennes de technologies propres, versés par l'intermédiaire de Technologies du développement durable Canada (TDDC), dans le but de procurer des avantages environnementaux et économiques aux Canadiens.
- Le 17 février : Le gouvernement du Canada lance un appel de qualification en vue de trouver des candidats qualifiés pour la mise en place d'un train à grande fréquence entre Québec et Toronto.
- Le 17 février : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 53 000 \$ pour l'installation de bornes de recharge pour VE à Oakville et à Kitchener, en Ontario.
- Le 18 février : Le gouvernement du Canada annonce un apport de 252 000 \$ à l'initiative Live Well PEI, visant à promouvoir les comportements sains à l'Île-du-Prince-Édouard.
- Le 20 février : Le gouvernement du Canada inaugure un nouveau pavillon de recherche à l'École de technologie supérieure de Montréal, projet qui a bénéficié d'un financement fédéral de plus de 27 millions de dollars.
- **Groupe de discussion des utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique (21 février).**
- Du 22 au 28 février
 - Le 22 février : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador annoncent un financement conjoint pouvant atteindre 94 millions de dollars qui permettra d'offrir des services Internet haute vitesse à plus de 350 collectivités rurales, éloignées et autochtones de la province.
 - Le 22 février : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 4,2 millions de dollars pour améliorer le transport en commun au Yukon et les services de gestion des déchets de la ville de Whitehorse.
 - Le 22 février : Le gouvernement du Canada annonce le début de la période d'inscription à la Subvention pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe pour les propriétaires de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Les demandeurs pourraient recevoir jusqu'à 10 000 \$ d'aides fédérales totales pour remplacer leur système de chauffage au mazout par une thermopompe électrique pour climat froid.
 - Le 22 février : Le gouvernement du Canada apporte un soutien de 3 millions de dollars à enim, une entreprise canadienne de technologies propres, par l'intermédiaire de Technologies du développement durable Canada (TDDC).
 - **Groupe de discussion des travailleurs du secteur de la technologie de la GRM (22 février).**
 - Le 23 février : Le gouvernement du Canada conclut des ententes avec les gouvernements provinciaux de l'Ontario et du Canada atlantique sur la hausse des transferts en santé.
 - Le 23 février : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 2 millions de dollars qui sera consacré au développement commercial durable du Yukon, dans le but de faire croître l'économie locale et de créer des emplois.

- **Groupe de discussion de la population générale du Yukon (23 février).**
- Le 24 février : Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba concluent une entente qui prévoit un financement accru dans le domaine de la santé.
- Le 24 février : Le gouvernement du Canada investit près de 6 millions de dollars dans des projets du sud-ouest de l'Ontario axés sur la revitalisation des espaces communautaires et des attractions touristiques.
- Le 24 février : Le gouvernement du Canada annonce une enveloppe de 2,7 millions de dollars pour encourager les entreprises agricoles du Québec à adopter des technologies énergétiques propres.
- Le 24 février : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 48,3 millions de dollars dans deux entreprises de Terre-Neuve-et-Labrador, afin de soutenir le secteur des technologies de l'information et des communications numériques.
- Le 24 février : Le gouvernement du Canada investit 19 millions de dollars dans l'aménagement de nouvelles bornes de recharge pour VE dans la grande région de Vancouver.
- Le 27 février : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta concluent une entente qui prévoit un financement accru dans le domaine de la santé.
- Le 27 février : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 250 millions de dollars en appui à des programmes de perfectionnement à cycle court pour répondre aux besoins des employeurs dans les secteurs à forte croissance comme les technologies numériques, la cybersécurité, les technologies agricoles et les technologies propres.
- Le 27 février : Le gouvernement du Canada alloue un financement de 17 828 956 \$ à cinquante projets qui développeront l'économie touristique de l'Alberta et apporteront des avantages économiques aux entreprises et aux collectivités, dans le cadre de l'initiative PrairiesCan.
- Le 27 février : Le gouvernement du Canada annonce que la ville de St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, recevra 1 828 979,23 \$ du Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires, afin de prévenir la criminalité liée aux armes à feu et la violence des gangs.
- Le 27 février : Le gouvernement du Canada annonce un appui financier de près de 5,3 millions de dollars à deux projets de l'Université de Saint-Boniface afin de soutenir l'éducation postsecondaire des francophones du Manitoba.
- Le 28 février : Le gouvernement du Canada consacre près de 5 millions de dollars à vingt-cinq projets de recherche sur les services liés à la santé mentale et à la consommation de substances destinés aux enfants, aux jeunes et aux jeunes adultes.
- Le 28 février : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 2,5 millions de dollars pour des travaux de recherche sur la santé mentale des personnes âgées et des aidants.
- Le 28 février : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 35 millions de dollars à la société en commandite Sagatay Co-Generation pour la construction d'une nouvelle centrale qui réduira l'utilisation de diesel pour le chauffage et la production d'électricité dans la Première Nation Whitesand ainsi que dans les localités d'Armstrong et de Collins, en Ontario.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Une foule d'annonces et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, notamment :

- Les négociations relatives au financement des soins de santé entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Un grand nombre de participants se rappelaient avoir entendu parler de ces négociations et de l'annonce ultérieure, faite par le gouvernement du Canada le 7 février 2023, qu'un accord avait été conclu avec les parties en vue d'augmenter le financement en santé de 196,1 milliards de dollars sur dix ans, dont 46,2 milliards en nouveaux fonds;
- La détection puis la destruction d'un ballon de surveillance à haute altitude (présumément chinois) ayant traversé les espaces aériens canadien et américain entre le 28 janvier et le 4 février 2023. Beaucoup ont dit être au courant de l'incident ainsi que de la découverte de trois autres objets non identifiés qui avaient survolé le Canada et les États-Unis entre le 10 et le 12 février 2023, et également été abattus. Même s'ils se demandaient comment ces objets avaient pu pénétrer l'espace aérien canadien, la plupart des participants estimaient qu'on n'en savait pas assez à l'heure actuelle pour déterminer si cela posait une menace pour la sécurité nationale;
- Le retrait par le gouvernement du Canada d'amendements proposés au projet de loi C-21 : *Loi modifiant certaines lois et d'autres textes en conséquence (armes à feu)*. Plusieurs participants avaient l'impression que ces amendements, s'ils avaient été adoptés, auraient interdit une longue liste de fusils semi-automatiques et de fusils de chasse, faisant craindre que les propriétaires d'armes qui pratiquent surtout la chasse ou le tir de loisir soient indûment pénalisés;
- Les efforts visant à maîtriser le fort taux d'inflation actuel, y compris la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un autre quart de point en date du 25 janvier 2023;
- La mise en œuvre d'une panoplie de mesures fédérales axées sur l'abordabilité à l'intention des Canadiens qui peinent à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Entre autres initiatives, les participants ont mentionné le lancement de la Prestation dentaire canadienne, les ententes entre les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux dans le dossier des services de garde abordables, le doublement temporaire du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) et le supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) offert aux locataires à faible revenu admissibles.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale, soit :

- Le soutien continu apporté à l'Ukraine sur les plans financier et militaire, ainsi que les efforts pour faciliter l'arrivée et l'installation au Canada des Ukrainiens qui fuient le conflit. Plusieurs participants avaient en mémoire la décision fédérale récente de fournir à l'Ukraine huit chars de combat Leopard 2;
- L'aide humanitaire offerte à la Turquie et à la Syrie à la suite des tremblements de terre d'une magnitude de 6,8 à 7,8 survenus dans la région le 6 février 2023. Il a notamment été question d'un don de 10 millions de dollars versé par le gouvernement du Canada aux partenaires humanitaires, pour les aider à fournir aux sinistrés des services médicaux d'urgence, des abris, de la nourriture et d'autres articles essentiels;
- Le déploiement en Haïti de deux navires de la classe Kingston de la Marine royale canadienne en réponse à la demande d'assistance du pays face à l'escalade de la violence liée aux gangs ces derniers mois. Les participants croyaient que ces navires serviraient surtout à patrouiller au large de Port-au-Prince, la capitale.

Les participants de la grande région de Montréal (GRM) ont brièvement discuté du poste-frontière irrégulier du chemin Roxham. Invités à dire s'ils avaient entendu quoi que ce soit à ce sujet dernièrement, plusieurs ont répondu qu'un grand nombre de demandeurs d'asile avaient emprunté ce chemin pour passer des États-Unis au Canada au cours des derniers mois. Peu se souvenaient des détails, mais un certain nombre se sont dits préoccupés par les coûts associés à la prise en charge de ces arrivants et se demandaient si cela ne retarderait pas les demandes des candidats à l'immigration qui passent par les voies officielles. Nous avons également posé une question supplémentaire au groupe de résidents de Calgary et d'Edmonton pour savoir s'ils avaient entendu parler de Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). Aucun participant du groupe n'a indiqué que ce programme ou ses objectifs leur étaient familiers.

Edans un (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses :

- L'aide offerte aux Canadiens pour composer avec la hausse du coût de la vie – Plusieurs participants ont mentionné les mesures visant à rendre la vie plus abordable récemment annoncées par le gouvernement fédéral, dont le doublement temporaire du remboursement de la TPS/TVH, la réduction des frais de garderie pour les familles et l'introduction de la Prestation dentaire canadienne. Quelques-uns ont également salué les hausses successives des taux d'intérêt par la Banque du Canada, estimant qu'elles auraient un effet modérateur sur le taux d'inflation;
- La réponse à la pandémie de COVID-19 – Beaucoup trouvaient que le gouvernement fédéral avait fait un excellent travail dans sa gestion de la crise sanitaire et qu'il avait su adapter sa réponse à l'évolution rapide du virus. De l'avis général, les soutiens tels que la Prestation

canadienne d'urgence (PCU) avaient tiré d'affaire de nombreux Canadiens qui autrement auraient eu du mal à boucler leur budget;

- La majoration des investissements en santé – Certains participants ont commenté en termes favorables l'accord récent conclu par le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, qui prévoit des investissements supplémentaires de 25 milliards de dollars sur dix ans pour faire avancer des priorités communes en matière de santé à l'échelle du pays. Ils espéraient que cela aiderait à combler la pénurie de personnel de la santé et les longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous observées partout au pays;
- Le soutien aux communautés vulnérables et marginalisées – Il a été signalé que le gouvernement du Canada faisait des efforts importants pour soutenir les communautés marginalisées, par exemple les aînés, les personnes handicapées, les Canadiens racisés et les membres de la communauté LGBTQ2. En plus d'une série d'initiatives visant à promouvoir la diversité au Canada, les participants ont mentionné les investissements fédéraux consacrés à la lutte contre des enjeux omniprésents comme l'itinérance, la santé mentale et les dépendances;
- L'interdiction aux non-Canadiens d'acheter des logements résidentiels – Certains participants ont salué la récente décision du gouvernement fédéral d'interdire pendant deux ans les investissements étrangers dans l'immobilier résidentiel au Canada. Ils s'attendaient à ce que cette mesure rende le logement plus abordable dans l'avenir;
- Le soutien renouvelé en faveur de l'Ukraine – De l'avis général, le gouvernement du Canada avait collaboré de façon exemplaire avec ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour apporter une aide financière et militaire à l'Ukraine et soutenir son effort de défense contre la Russie. Le caractère équilibré de sa réponse – soutenir l'Ukraine tout en évitant de s'impliquer directement dans le conflit – a également été souligné;
- L'immigration – Plusieurs participants voyaient d'un bon œil que le gouvernement fédéral se soit engagé à hausser les niveaux d'immigration dans l'objectif d'accueillir jusqu'à 500 000 nouveaux arrivants par an d'ici 2025. Selon eux, cette mesure aurait des effets positifs sur l'économie en plus d'accroître la diversité de la population canadienne. Quelques-uns trouvaient aussi qu'il avait fait du bon travail dans la prise en charge de ressortissants ukrainiens, afghans et syriens fuyant leur pays à cause des combats;
- Une réglementation plus stricte des armes à feu – Certains participants approuvaient les mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour mieux encadrer les types d'armes à feu qu'il est permis d'avoir en sa possession au Canada. Rappelant que les crimes commis avec des armes à feu s'étaient multipliés ces dernières années, ils ont formulé l'espoir que la nouvelle réglementation aide à endiguer ce problème;
- Les changements climatiques et l'environnement – De l'avis de beaucoup, le gouvernement du Canada affichait un solide bilan pour ce qui est de promouvoir la durabilité et d'atténuer les effets potentiels des changements climatiques sur les prochaines générations. Nombre de participants se réjouissaient de ses investissements récents en faveur des véhicules à zéro émission (VZE), et plusieurs résidents du sud-ouest de l'Ontario ont mentionné la construction prochaine d'une usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques (VE) à Windsor, en Ontario. Les participants du Yukon avaient également le souvenir que le gouvernement fédéral avait récemment annoncé une série de projets d'énergie verte pour leur région.

Dans un deuxième temps, nous avons demandé aux participants de nous signaler les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Voici ce qu'ils nous ont répondu :

- Les soins de santé – Beaucoup ont raconté avoir longtemps attendu lorsqu'ils s'étaient présentés à l'urgence ou dans une clinique sans rendez-vous, notant que l'accès aux soins de santé primaire semblait se dégrader. Plusieurs avaient aussi l'impression qu'il était excessivement difficile pour de nombreux Canadiens de trouver un médecin de famille ou de voir un spécialiste. Ils espéraient qu'il y aurait moyen de régler le problème en accélérant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et en autorisant un plus fort contingent de travailleurs de la santé non canadiens à pratiquer ici. Cette mesure leur paraissait très prometteuse pour ce qui est de pallier les pénuries de personnel actuelles. Plusieurs croyaient aussi qu'il fallait en faire nettement plus pour soutenir les personnes aux prises avec des troubles de santé mentale, jugeant que ces problèmes avaient pris beaucoup d'ampleur au cours de la pandémie de COVID-19;
- L'inflation et le coût de la vie – Plusieurs participants préconisaient des mesures supplémentaires pour aider les Canadiens à gérer le coût élevé de la vie à l'heure actuelle. De l'avis général, le prix de tous les biens et services ne cessait d'augmenter depuis un an et de nombreux ménages peinaient à joindre les deux bouts. Quelques-uns ont suggéré que le gouvernement fédéral envisage d'offrir un allègement fiscal aux ménages à faible et moyen revenu qui traversaient des difficultés financières. Quelques autres ont ajouté que la Banque du Canada pourrait peut-être faire une pause dans ses hausses de taux d'intérêt, estimant que celles-ci commençaient à compromettre la capacité des Canadiens à honorer leurs créances;
- L'abordabilité du logement – Certains participants croyaient que des mesures s'imposaient pour rendre le logement plus abordable. L'achat d'une première propriété s'avérait difficile pour de nombreux ménages à faible et moyen revenu, ont-ils noté, et les logements étaient hors de prix, peu importe qu'on cherche à acheter ou à louer. Plusieurs résidents du Yukon ont signalé que le manque de logements sûrs et abordables était un problème majeur dans leurs communautés et qu'il avait entraîné une hausse de l'itinérance ces dernières années;
- La réconciliation avec les peuples autochtones – Plusieurs participants ont fait remarquer qu'en dépit des multiples annonces relatives à la réconciliation entendues au cours des dernières années, maintes communautés autochtones continuaient à se débattre avec des problèmes comme l'accès à de l'eau potable, le manque de logements sûrs et abordables et la disparité des services fédéraux offerts par rapport à ceux dont profitent les autres Canadiens. De nombreuses voix se sont élevées pour réclamer davantage de progrès visibles sur ce plan;
- La criminalité en hausse – Certains avaient l'impression que les taux de criminalité grimpaient sensiblement depuis quelques années et que cet enjeu était particulièrement présent dans les grands centres urbains. Nombre de participants établis à Metro Vancouver considéraient la montée de la criminalité comme un problème de plus en plus grave dans leurs communautés et croyaient nécessaire de mieux financer les forces de l'ordre ainsi que les soins de santé mentale et le traitement de la toxicomanie;
- Les coûts élevés de l'énergie – Les participants trouvaient que les coûts énergétiques avaient franchi de nouveaux sommets durant la dernière année et qu'il fallait déployer des efforts supplémentaires pour rendre l'énergie plus abordable pour les ménages canadiens. Ils

recommandaient notamment de tirer davantage parti des ressources énergétiques non renouvelables du pays. De l'avis de certains, cela permettrait à la fois de réduire les coûts de l'énergie et de renforcer l'économie canadienne.

Lorsqu'il a été question des secteurs qui devraient recevoir une plus grande priorité de la part du gouvernement fédéral à l'avenir, de nombreux participants ont réitéré l'importance d'accorder plus d'attention aux soins de santé, à l'augmentation du coût de la vie, au manque de logements abordables et à l'atténuation des effets des changements climatiques. Par ailleurs, certains jugeaient qu'il y aurait lieu de rendre les droits de scolarité postsecondaire plus abordables pour les Canadiens. D'autres souhaitaient que le gouvernement fédéral veille surtout à limiter ses dépenses et à préserver l'équilibre budgétaire, estimant que la montée des dépenses fédérales durant la pandémie de COVID-19 était en partie responsable de la forte inflation actuelle. Enfin, quelques-uns ont recommandé de développer les capacités du Canada en matière de sécurité nationale, à la lumière de la découverte de plusieurs objets de surveillance de haute altitude ayant fait des incursions dans l'espace aérien canadien en janvier et en février 2023.

Nous avons également demandé à plusieurs groupes de nous dire brièvement ce qu'ils pensaient du travail réalisé par le gouvernement du Canada dans divers dossiers clés. Invités à évaluer la prestation du gouvernement fédéral sur le plan économique, la plupart des participants des groupes tenus dans le sud-ouest de l'Ontario, à Calgary et Edmonton, à Metro Vancouver et dans l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.) croyaient qu'il avait fait de son mieux pour composer avec un problème qui était avant tout mondial. Selon eux, même si de nombreux Canadiens à faible et moyen revenu avaient des fins de mois difficiles en ce moment, les possibilités d'intervention du gouvernement fédéral étaient limitées. En ce qui concerne la sécurité nationale, un grand nombre de propriétaires du Québec et de résidents des Prairies, de Metro Vancouver, de l'intérieur de la C.-B. et du Yukon trouvaient que le gouvernement fédéral avait fait du bon travail pour assurer la sécurité de la population. Cela dit, ils lui recommandaient de rester vigilant et d'envisager d'investir dans des moyens de protection contre les nouvelles menaces, par exemple d'éventuelles cyberattaques.

Bon nombre de participants du sud-ouest de l'Ontario, de Calgary et d'Edmonton jugeaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie dans sa lutte contre les changements climatiques, et la majorité du groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique était satisfaite de sa gestion de l'immigration. À ce sujet, il a été noté que si l'augmentation prochaine des niveaux d'immigration était une bonne chose, le gouvernement fédéral devait néanmoins veiller à investir dans de nouveaux services et infrastructures d'accueil afin d'éviter de surcharger les systèmes en place. La plupart des participants du sud-ouest de l'Ontario pensaient que le gouvernement fédéral avait soutenu efficacement l'industrie automobile, et certains ont salué les récents investissements consacrés à la production de VZE. Dans les groupes composés de propriétaires du Québec et de résidents de la grande région de Montréal (GRM), plusieurs participants ont exprimé un certain pessimisme quant au travail de protection de la langue française au Canada par le gouvernement fédéral, estimant qu'il était possible d'en faire plus pour promouvoir le français à l'extérieur du Québec. Dans le groupe de résidents du Yukon, certains ont également formulé des critiques au sujet de la réglementation sur les armes à feu récemment présentée par le gouvernement fédéral, et craignaient que les nouvelles règles n'affectent démesurément les chasseurs. À la question de savoir quels devraient être les grands axes

du prochain budget fédéral, les participants du Yukon, de Metro Vancouver, de l'intérieur de la C.-B., de même que les propriétaires du Québec, ont désigné à titre de priorités actuelles les soins de santé, l'éducation, la création d'emplois et la majoration des soutiens axés sur la santé mentale et la toxicomanie.

Coût de la vie (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies)

Les participants de collectivités rurales des Prairies ont pris part à une discussion supplémentaire sur le coût de la vie. Tous s'étaient préalablement classés dans la catégorie des personnes à revenu faible ou moyen. Invités à énumérer les secteurs qui leur semblaient avoir été les plus touchés par l'inflation au cours de la dernière année, beaucoup ont fait le constat d'une augmentation continue des coûts de tous les biens et services et d'une inflation qui n'épargnait presque aucun secteur ou industrie. Plusieurs participants ont fait allusion à la cherté des dépenses essentielles telles que la nourriture, l'essence et les vêtements et ont confié leur difficulté croissante à joindre les deux bouts. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient modifié leurs comportements d'achat ces derniers mois, beaucoup ont répondu qu'ils surveillaient davantage les promotions et les soldes et essayaient d'acheter des produits génériques chaque fois que possible. Plusieurs ont aussi mentionné qu'ils avaient restreint leurs activités non essentielles comme les voyages, les divertissements et les activités récréatives.

Questionnés sur les facteurs qui contribuaient à l'inflation et à la hausse du coût de la vie, les participants ont souvent pointé du doigt les perturbations économiques provoquées par la pandémie de COVID-19. Il leur semblait que les ratés de la chaîne d'approvisionnement résultant des restrictions liées à la pandémie continuaient de se répercuter sur le commerce mondial et que cela expliquait en partie l'augmentation des coûts. Plusieurs participants avaient également l'impression que la guerre en Ukraine et son impact sur l'approvisionnement énergétique mondial avaient fait grimper les coûts de transport des biens importés, ces frais supplémentaires étant en fin de compte refilés aux consommateurs. Quelques autres imputaient une part de la responsabilité aux grandes sociétés telles que les chaînes d'épicerie et les producteurs d'énergie. Ils croyaient que dans bien des cas, ces sociétés avaient monté les prix plus que nécessaire pour suivre l'inflation. La plupart des participants estimaient que l'augmentation du coût de la vie était un problème mondial, mais quelques-uns trouvaient que les Canadiens étaient plus touchés que les citoyens d'autres pays, en particulier pour le prix de l'essence.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de gérer la crise du coût de la vie, tous ont répondu par la négative. Personne n'était au courant de mesures fédérales récentes en la matière. Réfléchissant aux moyens qui permettraient au gouvernement du Canada d'aider les gens en difficulté à l'heure actuelle, les participants ont suggéré diverses mesures, par exemple augmenter les salaires des travailleurs de manière à suivre le rythme de l'inflation, faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un logement sûr et abordable, et envisager de plafonner les prix de produits essentiels comme la nourriture et le carburant. Ils ont ensuite pris part à un exercice qui consistait à évaluer une série d'initiatives et d'annonces récentes du gouvernement du Canada visant à soutenir les personnes en difficulté à cause du coût de la vie, en indiquant celles qui seraient les plus efficaces selon eux. Nous leur avons présenté la liste qui suit :

- *Indexer les prestations en fonction de l'inflation : Des prestations comme l'Allocation canadienne pour enfants, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti sont toutes indexées de manière à augmenter selon la hausse du coût de la vie;*
- *Services de garde d'enfants abordables : Travailler avec les provinces et les territoires pour offrir aux familles canadiennes des services universels d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pour 10 \$ par jour;*
- *Soins dentaires : Fournir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer cette année par les enfants de moins de 12 ans;*
- *Doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois : Doubler le crédit d'impôt trimestriel pour la TPS, de sorte que les Canadiens célibataires recevront jusqu'à 234 \$ supplémentaires et les couples avec enfants pourront compter sur 467 \$ de plus;*
- *L'Allocation canadienne pour les travailleurs : Un crédit d'impôt remboursable qui permet aux travailleurs à faible revenu de récupérer jusqu'à 1 395 \$ pour les personnes seules et jusqu'à 2 400 \$ pour les familles;*
- *L'Allocation canadienne pour le logement : Un paiement unique de 500 \$ libre d'impôt aux Canadiens admissibles qui ont de la difficulté à payer leur loyer;*
- *L'Incitatif à agir pour le climat : Dans les provinces où s'applique le système fédéral de la tarification de pollution, 90 % des produits de la redevance sur les combustibles sont retournés directement aux résidents de ces provinces sous forme de PIAC. Une famille moyenne de quatre personnes recevra 832 \$ au Manitoba et 1 101 \$ en Saskatchewan en paiements de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'application de la redevance sur les combustibles durant l'exercice 2022–2023.*

La mesure consistant à indexer les prestations en fonction de l'inflation est celle qui a rallié le plus d'appuis. Les participants croyaient qu'elle s'avérerait particulièrement utile pour les personnes à revenu fixe, qui dépendent de ces prestations pour leur subsistance et qui autrement verraient leur pouvoir d'achat énormément restreint. Cette mesure leur semblait susceptible de toucher le plus grand nombre de Canadiens et d'être la plus efficace pour contrer la hausse du coût de la vie. L'initiative visant à rendre les services de garde d'enfants plus abordables et le supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) ont également été bien accueillis dans les groupes. Les participants ont souligné qu'en réduisant les frais de garde à 10 \$ par jour en moyenne, de nombreux parents (surtout des mères) seraient en mesure de réintégrer le marché du travail et de gagner des revenus supplémentaires pour leur famille. De même, il était jugé que le supplément de 500 \$ procurerait une aide à court terme aux personnes qui ont du mal à suivre le coût de la vie. Les mesures visant à élargir la couverture des soins dentaires grâce au lancement de la Prestation dentaire canadienne, à doubler provisoirement le crédit de TPS/TVH, à distribuer des Paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, et à bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) ont quant à elles reçu un appui modéré.

Dans l'ensemble, les participants trouvaient que toutes ces mesures pouvaient aider à affronter l'augmentation du coût de la vie et méritaient d'être mises en œuvre par le gouvernement du Canada. À la question de savoir ce qu'il pourrait faire de plus pour combattre l'inflation, quelques-uns ont suggéré d'inciter la Banque du Canada à interrompre ses hausses de taux, estimant qu'elles affectaient

la capacité des ménages canadiens à payer leurs versements hypothécaires et leurs autres dettes. Un petit nombre de participants croyaient qu'il faudrait s'appliquer à accroître la fabrication de biens et l'exploitation de ressources naturelles au Canada, ce qui renforcerait l'autonomie du pays à plus long terme.

Soins de santé (utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires du Québec, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique, résidents du Yukon)

Quatre groupes ont discuté des soins de santé et des mesures susceptibles d'améliorer la prestation des soins de santé au Canada. Invités à décrire le système de santé actuel au Canada, presque tous les participants avaient l'impression que ce secteur faisait face à d'immenses défis. Si un grand nombre ont parlé en termes élogieux de la qualité des travailleurs et des technologies du secteur de la santé canadien, ils considéraient l'accès aux soins de santé comme un problème de taille en ce moment. Plusieurs ont parlé des longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous auxquels ils s'étaient heurtés ou dont ils avaient entendu parler, estimant que de nombreuses régions au pays étaient présentement confrontées à une pénurie généralisée de personnel de la santé, y compris de médecins et d'infirmières. Certains ont salué le caractère relativement abordable des soins de santé au Canada par rapport à d'autres pays, dont les États-Unis, mais la plupart pensaient qu'une trop forte demande était exercée sur le système et que cette situation faisait en sorte qu'il était difficile pour plusieurs d'obtenir des soins primaires, des services de santé familiale et des rendez-vous auprès de spécialistes.

Discutant de leurs expériences concernant l'accès à des services de santé dans les collectivités nordiques, beaucoup de résidents du Yukon ont mentionné devoir souvent se rendre à l'urgence en cas de problème médical, quelle qu'en soit la nature, puisque trouver un médecin s'avère pratiquement impossible. Quelques-uns devaient souvent parcourir de longues distances pour aller consulter des spécialistes tels que des physiothérapeutes, des optométristes et des audiologistes. Même si plusieurs ont parlé en termes élogieux de la qualité des professionnels de la santé qui exercent dans le Nord, il leur semblait que la pandémie de COVID-19 avait eu de fortes répercussions sur l'accès aux services et entraîné la fermeture de nombreuses cliniques sans rendez-vous dans leur région. D'après bon nombre d'entre eux, le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts afin qu'il y ait suffisamment de médecins et d'infirmières en exercice dans le Nord pour satisfaire aux besoins des gens de la région. Il fallait à leurs yeux accroître les incitatifs financiers pour convaincre davantage de travailleurs de la santé à déménager dans les collectivités nordiques. De plus, quelques-uns recommandaient d'élargir les services de soins de santé en ligne afin que les résidents de collectivités rurales et éloignées puissent obtenir plus facilement les soins dont ils ont besoin.

Pratiquement tous les participants pensaient que des changements majeurs s'imposaient dans la prestation des soins de santé au Canada. Beaucoup croyaient par ailleurs que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route à cet égard. De l'avis de plusieurs, des mesures immédiates devaient

être prises pour remédier aux pénuries perçues de personnel de la santé, notamment accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin que les travailleurs de la santé non canadiens puissent plus facilement exercer au Canada. Bon nombre jugeaient qu'il fallait construire plus d'établissements et d'infrastructures de soins de santé pour répondre aux besoins éventuels en matière de services de santé dans la prochaine décennie compte tenu de la population grandissante et de la plus forte proportion attendue d'aînés (liée au vieillissement de la population canadienne). D'après des participants, il était nécessaire d'accroître les investissements dans les services de traitement en santé mentale et de soins de longue durée (SLD), certains les jugeant sous-financés par rapport aux autres soins de santé offerts. Devant dire à qui ces changements incombaient selon eux, ils étaient nombreux à penser que les soins de santé relevaient principalement des provinces et territoires et la plupart considéraient l'amélioration du système comme une responsabilité partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de récentes annonces ou initiatives du gouvernement fédéral axées sur les soins de santé, plusieurs ont nommé les négociations qui ont eu lieu dernièrement entre le gouvernement fédéral et les responsables provinciaux et territoriaux sur la hausse du financement des soins de santé au titre du Transfert canadien en matière de santé (TCS). Pour faciliter la discussion, nous avons présenté les informations suivantes au groupe :

Comme vous l'avez probablement entendu, le premier ministre a rencontré récemment les premiers ministres des provinces et des territoires afin de discuter le financement du système de santé. À cette rencontre, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il augmentera de 196,1 milliards de dollars sur 10 ans le financement en santé destiné aux provinces et aux territoires, ce qui comprendra 46,2 milliards de dollars en nouveau financement. Ce nouveau financement comprend un supplément immédiat de 2 milliards de dollars qui sera ajouté au montant actuel du Transfert canadien en matière de santé (TCS) ainsi qu'une augmentation annuelle garantie du TCS à hauteur de 5 % pour les cinq prochaines années.

Le gouvernement fédéral va également investir 25 milliards sur 10 ans pour passer des accords avec les provinces et territoires individuels pour assister au financement des services de santé familiale, de santé mentale et de la toxicomanie, réduire les pénuries de main-d'œuvre et les arriérés, et moderniser le système de santé. Afin de recevoir ce financement, le gouvernement fédéral demande aux provinces et aux territoires de développer des plans décrivant la façon dont les fonds seront dépensés et de quelle façon l'amélioration du système sera mesurée. Le gouvernement fédéral demande aussi que les provinces et les territoires simplifient les processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les professionnels de la santé formés à l'étranger.

Les réactions des participants à ces informations ont été généralement positives. Voyant dans cette initiative un pas dans la bonne direction, beaucoup ont salué le fait que le gouvernement du Canada ait demandé aux provinces et aux territoires d'élaborer des plans décrivant la façon dont les fonds supplémentaires seraient dépensés. Plusieurs ont bien accueilli l'accent mis sur la simplification des processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les professionnels de la santé formés ailleurs qu'au Canada, qui contribuerait grandement selon eux à pallier le manque de personnel. Quelques-uns craignaient que les sommes supplémentaires soient insuffisantes pour remédier aux problèmes actuels au sein du système de santé canadien, compte tenu du fait qu'elles

seraient réparties entre les provinces et les territoires. Si la plupart s'attendaient à ce que ces fonds supplémentaires contribuent au moins légèrement à améliorer la situation des soins de santé au Canada, ils étaient nombreux à estimer que les difficultés observées dans le secteur existaient depuis des décennies et qu'il faudrait beaucoup de temps pour les pallier correctement. De rares participants recommandaient d'en faire plus pour aider les Canadiens à faire carrière en santé, notamment en réduisant leurs droits de scolarité et en augmentant le nombre de places dans les programmes médicaux et infirmiers postsecondaires.

À la question de savoir s'ils appuieraient toujours ces mesures, même si elles alourdisaient le déficit national, la plupart ont répondu par l'affirmative. Aux yeux d'un grand nombre, les soins de santé devaient figurer en tête de liste des priorités du gouvernement du Canada et ils préféraient le voir réduire ses dépenses dans d'autres domaines qu'en santé. Une minorité était en désaccord, croyant qu'il fallait les répartir de manière équilibrée entre les soins de santé et les autres grandes priorités, telles que le logement abordable, le coût de la vie et les infrastructures. Même s'ils considéraient les soins de santé comme une priorité importante, quelques participants souhaitaient des mesures pour assurer une utilisation responsable des ressources financières supplémentaires par les provinces et les territoires. D'après eux, il y avait actuellement un gros gaspillage d'argent dans le secteur et si on ne faisait rien pour le réduire, les augmentations soutenues du financement risquaient d'entraîner des hausses d'impôt.

Budget 2023 (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique)

Deux groupes ont pris part à une brève discussion sur le budget 2023 que le gouvernement fédéral s'apprêtait à déposer. Invités à préciser leurs attentes quant aux priorités du prochain budget, les participants ont cité de nombreux enjeux, notamment lutter contre l'inflation et la hausse du coût de la vie, accroître les ressources affectées aux secteurs clés tels que la santé et l'éducation, prendre des mesures visant à favoriser une durabilité accrue et à atténuer les effets possibles des changements climatiques et poursuivre les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones. Quelques-uns s'attendaient à ce qu'une plus grande importance soit accordée à la sécurité nationale.

Concernant les secteurs sur lesquels ils souhaitaient personnellement que le gouvernement du Canada se concentre, beaucoup jugeaient nécessaire d'investir davantage dans les soins de santé, en particulier en santé mentale. De l'avis général, la santé mentale était devenue dans les dernières années un enjeu de plus en plus préoccupant au sein de la population canadienne et il manquait de ressources à l'heure actuelle pour répondre aux besoins du nombre croissant de personnes éprouvant des problèmes de santé mentale. D'autres pensaient qu'il fallait aussi en faire plus pour aider les personnes aux prises avec une dépendance. Ils ont proposé d'augmenter le financement réservé à l'embauche et à la formation de professionnels en traitement des dépendances et de construire plus de centres de traitement au pays. Plusieurs ont réaffirmé le besoin d'investir massivement dans

l'amélioration de la qualité de vie des Autochtones, en veillant à ce que toutes les collectivités autochtones aient accès à de l'eau potable, à des aliments et des logements abordables et au même niveau de services fédéraux que les autres Canadiens. Les participants ont cité comme priorités importantes les mesures visant à mieux financer tous les niveaux d'éducation, à améliorer les infrastructures de transport en commun, à rendre la vie plus abordable aux Canadiens et à veiller à ce que le pays soit prêt à accueillir plus d'immigrants dans les années à venir.

Si peu de participants se souvenaient d'annonces faites dans le cadre des budgets fédéraux antérieurs, plusieurs avaient l'impression que les derniers budgets avaient surtout été axés sur les changements climatiques et l'environnement, l'abordabilité du logement, les services de garde d'enfants abordables, les soins dentaires (au moyen de la Prestation dentaire canadienne) et l'augmentation de l'aide financière aux aînés.

Véhicules électriques (résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter un VE)

Les participants du groupe du sud-ouest de l'Ontario se sont penchés sur les véhicules électriques (VE) et la fabrication de VE au Canada. Ces derniers avaient tous déjà déclaré qu'ils souhaitaient éventuellement acheter un VE dans l'avenir. Concernant les principales raisons pour lesquelles ils envisageaient l'achat d'un VE, beaucoup les jugeaient plus abordables que les autres types de véhicules. Certains ont dit qu'à mesure que le prix de l'essence continuerait d'augmenter, l'électricité était susceptible de devenir l'option la plus économique. Plusieurs ont souligné les avantages environnementaux des VE comme facteur qui pèserait possiblement dans leur décision. Par ailleurs, il semblait à certains que le nombre d'infrastructures de recharge avait augmenté dans leurs collectivités au cours des dernières années, ce qui les rassurait quant à la viabilité de ces véhicules.

Discutant des principaux obstacles à l'achat éventuel d'un VE, de nombreux participants ont cité le coût d'achat initial élevé de ces véhicules. À leur avis, il n'y avait pas suffisamment d'infrastructures en place pour les VE (comme des bornes de recharge), surtout à l'extérieur des agglomérations urbaines. Un petit nombre de participants trouvaient que recharger les VE prenait trop de temps pour répondre à leurs besoins et craignaient que cette étape n'allonge inutilement la durée de leurs trajets. L'autonomie insuffisante par temps froid, des questions au sujet de la valeur de revente potentielle des VE et la capacité du réseau électrique à absorber l'adoption à grande échelle des VE figuraient parmi les préoccupations mentionnées.

Bon nombre estimaient important de fabriquer les VE et les pièces qui les composent au Canada, car cela permettrait d'avoir un produit fini plus sécuritaire, plus fiable et de meilleure qualité. Plusieurs s'attendaient à ce que les Canadiens soient plus enclins à se procurer un VE sachant qu'il avait été fabriqué au Canada. De plus, produire les VE au Canada permettrait selon les participants de prémunir les Canadiens contre d'éventuels problèmes de chaîne d'approvisionnement dans l'avenir. Appelés à dire s'ils étaient au courant de récents investissements du gouvernement du Canada touchant la fabrication de VE dans le sud-ouest de l'Ontario, une forte proportion de participants ont répondu par l'affirmative. À cet effet, ils ont été nombreux à citer l'investissement du gouvernement du Canada

dans l'usine d'assemblage CAMI de General Motors (GM). Pour faciliter la discussion, nous avons montré aux participants une liste d'initiatives et d'investissements récents de la part du gouvernement fédéral touchant la production de VE :

- *Se doter d'équipements et de technologies de fabrication de pointe nécessaires à l'expansion de l'industrie sidérurgique à Windsor;*
- *Le financement de nouveaux équipements de fabrication et de robotique de pointe à Tecumseh;*
- *Le financement de la modernisation d'usines d'assemblage à Windsor et à Brampton;*
- *Le réoutillage d'usines (telles que Honda) pour construire des véhicules hybrides électriques à Alliston;*
- *Le financement de la modernisation d'usines d'assemblage à Windsor et à Brampton;*
- *Des investissements dans les usines Toyota de Cambridge et de Woodstock, qui deviendront la plus grande production de véhicules hybrides de Toyota en Amérique du Nord;*
- *Des investissements dans l'usine d'assemblage CAMI de General Motors (GM), qui deviendra la première usine de véhicules électriques à grande échelle au Canada et qui construira les fourgonnettes de livraison entièrement électriques BrightDrop à Ingersoll.*

Invités à dire s'ils étaient au courant de ces investissements, plusieurs ont affirmé que oui. Outre l'usine d'assemblage CAMI de GM, les participants avaient entendu parler des usines de Toyota situées à Cambridge et Woodstock et du financement visant à moderniser les usines d'assemblage de Windsor et de Brampton. De l'avis de tous, ces investissements étaient importants et ils croyaient que le gouvernement du Canada devrait continuer d'investir dans ce secteur dans les années à venir. Selon eux, le fait d'investir continuellement dans la production de VE au Canada contribuerait à rendre ces véhicules plus abordables et aiderait les Canadiens à atteindre les cibles de réduction des émissions. Plusieurs s'attendaient à ce que ces investissements engendrent des retombées économiques, en favorisant la création de nombreux emplois bien rémunérés, en plus de donner l'occasion au Canada de devenir un chef de file dans ce secteur et de se positionner comme un important exportateur de VE et de composants pour VE. L'adoption à grande échelle des VE aurait à leur avis des répercussions positives sur l'environnement et l'économie et rendrait ces véhicules plus abordables à long terme. Quelques-uns craignaient les effets que l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries pour VE aurait sur l'environnement. Ils recommandaient au gouvernement du Canada d'envisager une stratégie pour réutiliser ou recycler les batteries pour VE afin de réduire la quantité de déchets provenant de ces véhicules.

Tous les participants jugeaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de soutenir le secteur des VE. Quant à l'engagement du gouvernement du Canada à faire en sorte qu'à partir de 2035 tous les véhicules personnels vendus au Canada soient des véhicules à zéro émission (VZE), un certain nombre considéraient cet échéancier comme réaliste. Toutefois, d'après plusieurs, pour réaliser cet objectif, il faudrait investir des sommes considérables afin de rendre ces véhicules plus abordables et de disposer d'un réseau électrique dont la capacité est suffisante pour soutenir l'adoption à grande échelle des VZE. Quelques-uns se demandaient si ce plan pourrait être mis en œuvre dans les endroits ruraux ou éloignés ou les régions où il fait très froid en hiver. À leur avis, des améliorations étaient nécessaires dans ces régions pour que ces véhicules deviennent une option viable pour tous les Canadiens.

Perspectives énergétiques (propriétaires de Calgary et d'Edmonton)

Les participants de Calgary et d'Edmonton ont discuté de l'énergie propre et du secteur pétrolier et gazier en Alberta. Invités à donner leurs points de vue sur le rôle que joue le secteur pétrolier et gazier dans l'économie de la province, tous le jugeaient essentiel, de nombreux participants le considérant comme l'industrie la plus importante en Alberta. Au sujet de l'état actuel du secteur pétrolier et gazier dans la province, bon nombre trouvaient qu'il se portait assez bien en ce moment, grâce aux prix élevés du pétrole. Plusieurs croyaient cependant que la province devait se diversifier au-delà de ce secteur pour créer de nouvelles possibilités économiques dans l'avenir. Certains estimaient qu'en raison de la durée de vie limitée des ressources pétrolières et gazières, il fallait en faire plus pour accroître la production d'énergie de sources renouvelables dans la province.

Invités à dire s'ils avaient déjà entendu l'expression « emplois durables », seuls quelques-uns ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, il s'agissait d'emplois qui résistent aux contrecoups économiques et assurent une stabilité professionnelle à long terme aux travailleurs. Concernant la possibilité de créer des emplois durables dans le secteur de l'énergie propre, beaucoup pensaient qu'une telle initiative serait très avantageuse pour l'économie albertaine et ses travailleurs. Plusieurs croyaient que l'avenir de nombreux travailleurs du secteur pétrolier et gazier était incertain et que ces derniers pourraient tirer parti d'un plus grand nombre d'occasions de se réorienter dans des emplois durables du secteur de l'énergie propre. Discutant des facteurs propices au développement de l'énergie propre dans la province, les participants ont cité de récents investissements du gouvernement du Canada et une population plus encline à jouer un rôle dans la lutte contre les changements climatiques. Un petit nombre pensait que les Albertains soucieux de réduire leur empreinte carbone et d'utiliser de l'énergie propre avaient aidé à stimuler le marché en pleine croissance de l'énergie de sources renouvelables dans la province.

Tarification du carbone (utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique)

Un groupe composé de résidents du Canada atlantique a discuté de la tarification du carbone. Il y avait pratiquement autant de participants qui connaissaient ce terme que non. Parmi ceux qui avaient eu vent de cette initiative, la plupart avaient l'impression qu'une tarification fédérale sur le carbone était appliquée dans leurs provinces respectives. Plusieurs ont critiqué ce programme, qui imposait à leur avis un fardeau financier accru aux Canadiens alors qu'ils peinaient déjà à joindre les deux bouts. Aucun d'entre eux n'avait entendu parler de l'expression « incitatif à agir pour le climat ». Invités à dire ce que ce terme évoquait pour eux, la plupart des participants présumaient qu'il s'agissait d'un incitatif financier offert aux entreprises et aux ménages canadiens pour les aider à adopter des pratiques plus écologiques, par exemple, faire une transition vers les sources d'énergie renouvelables ou acheter un véhicule à zéro émission (VZE). Pour faciliter la conversation, nous avons montré les informations suivantes aux participants :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour soit élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale, soit adopter un système fédéral normalisé.

La tarification du carbone comprend deux parties – une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Neuf provinces et territoires ont soit choisi d'utiliser le système fédéral en tout ou en partie, ou bien ont proposé un système provincial qui n'était pas conforme à la norme fédérale et se sont donc vus imposer le système fédéral. Ces provinces et territoires comprennent les suivants : Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, et Nunavut. Cette liste sera élargie à compter de juillet 2023 pour y inclure Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.). Le Nouveau-Brunswick, qui avait auparavant mis en place un système de tarification de la pollution entièrement provincial, a récemment annoncé qu'il souhaitait adopter le système fédéral pour sa redevance sur les combustibles, tout en conservant un système provincial pour les industries. Pour l'instant, il n'y a pas d'échéancier de fixé pour ce changement.

Tous les produits perçus dans une province dans le cadre du système fédéral resteront dans cette province – prenant l'exemple de Terre-Neuve – 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de Paiement de l'incitatif à agir pour le climat, une famille de quatre personnes se verrait recevoir environ 1 132 \$ par année. Les 10 % restants serviront à soutenir les petites entreprises et les groupes autochtones.

Ces informations ont suscité de la confusion chez la plupart des participants, plusieurs se demandant quelles seraient les répercussions du système de tarification du carbone sur leurs provinces respectives et sur eux-mêmes. Un certain nombre de participants craignaient que les sociétés ne refilent aux consommateurs les coûts supplémentaires liés à l'application de ce système à l'échelle de leurs entreprises et activités industrielles. De rares participants avaient peur de se retrouver dans une situation financière précaire à cause de ce système. Si quelques-uns estimaient que les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat les aideraient sûrement financièrement, une confusion régnait toujours chez plusieurs à propos de l'objectif du programme de tarification du carbone, compte tenu du fait que la majeure partie des sommes recueillies étaient reversées aux entreprises et aux ménages canadiens. Pour ce qui est du mode de versement de ces paiements, la plupart s'attendaient à ce qu'ils soient versés par dépôt direct ou par chèque, possiblement par l'Agence du revenu du Canada (ARC). En ce qui concerne les impacts possibles de l'initiative, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'elle soit peu utile pour lutter contre les changements climatiques, tandis qu'un petit nombre pensait qu'elle n'aurait vraisemblablement aucune incidence.

Logement (propriétaires du Québec)

Un groupe composé de propriétaires du Québec a brièvement discuté de propriété et du marché canadien du logement. Questionnés sur les principaux enjeux liés à l'achat d'une maison, les participants ont mentionné plusieurs choses, y compris la somme considérable requise pour une mise de fonds suffisante, la difficulté à épargner pour l'achat d'une maison et l'inflation qui ne cesse

d'augmenter, et les défis que doivent surmonter les travailleurs autonomes et les entrepreneurs indépendants pour obtenir un prêt hypothécaire.

La plupart s'entendaient pour dire que l'accès à la propriété était moins abordable ces jours-ci, notamment en raison de la hausse des coûts d'entretien et de rénovation, l'augmentation des prix de l'énergie, et la flambée des taux d'intérêt. Même si de nombreux participants avaient des hypothèques à taux fixe, tous ont mentionné que les primes d'assurance habitation et les factures d'électricité avaient augmenté dans la dernière année. Plusieurs ont expliqué qu'ils devaient désormais consacrer une plus grande proportion de leur budget mensuel aux dépenses liées au logement, et réduire du même coup les dépenses non essentielles comme les loisirs. Un petit nombre de résidents de zones rurales ont indiqué que leurs dépenses en tant que propriétaires n'avaient pas beaucoup augmenté dans les dernières années et croyaient que la hausse des coûts résidentiels avait affecté de façon disproportionnée les résidents des centres urbains comparativement à ceux des petites municipalités.

Énergie résidentielle (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec)

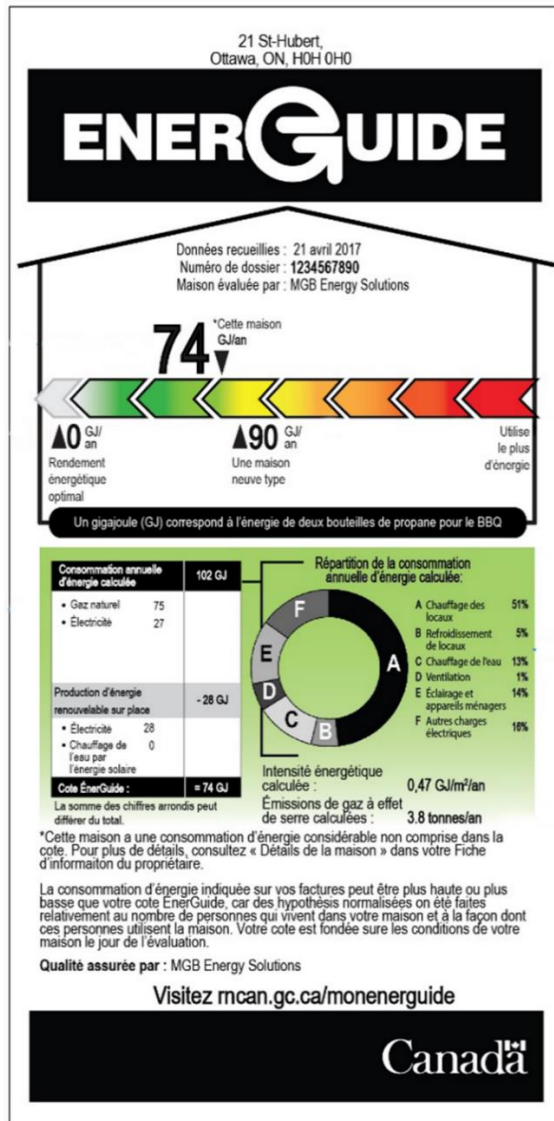
Deux groupes composés de propriétaires ont eu une discussion sur l'énergie résidentielle et les moyens d'améliorer l'efficacité énergétique de leur habitation. Dans chaque groupe, les participants ont indiqué dans des proportions à peu près égales soit qu'ils avaient rénové leur logement récemment ou comptaient le faire, soit qu'ils n'avaient aucun projet de ce genre pour l'instant. Décrivant les raisons qui les avaient poussés à effectuer des rénovations, un grand nombre de propriétaires ont dit vouloir rendre leur maison plus écoénergétique; certains ont expliqué qu'ils avaient installé des panneaux solaires, des fenêtres à triple vitrage ou des matériaux plus isolants, par exemple. L'aménagement d'une unité locative, l'amélioration du confort ou de l'esthétique du logement, et son entretien général ont également fait partie des raisons invoquées.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils prévoyaient moderniser leur système de chauffage ou de refroidissement, installer un thermostat intelligent ou autre, un petit nombre de participants ont répondu que oui. En règle générale, leur objectif était d'améliorer la performance énergétique de leur habitation et de réduire leurs factures d'énergie. Quelques-uns ont aussi vanté les avantages pratiques des thermostats intelligents, notamment leur caractère hautement personnalisable et la possibilité de les préprogrammer et de les régler à distance. Certains participants ont mentionné qu'ils avaient opté pour un thermostat intelligent il y a déjà plusieurs années et croyaient avoir beaucoup économisé depuis sur leurs factures d'énergie. Invités à dire si la réduction de leurs dépenses mensuelles, l'augmentation de la valeur de leur propriété et les considérations environnementales (par exemple la réduction des émissions de carbone de leur propriété) seraient des facteurs dont ils tiendraient compte au moment d'acheter un thermostat intelligent, les participants ont presque tous répondu par l'affirmative. Beaucoup voyaient la réduction des coûts énergétiques comme une grande priorité, en particulier dans un contexte d'inflation élevée et de cherté de la vie.

La plupart des participants ont dit avoir une assez bonne idée de la consommation énergétique de leur logement, mais peu avaient le sentiment de maîtriser le sujet. De nombreux propriétaires ont

mentionné que même s'ils surveillaient leurs factures d'énergie et s'efforçaient de réduire leur consommation, il leur restait certainement beaucoup de choses à apprendre sur l'efficacité énergétique. Quelques-uns, forts de leur expérience dans le domaine de la construction ou de la réparation domiciliaire, étaient plus sûrs d'eux et pensaient avoir une solide compréhension des moyens à prendre pour rendre leur logement le plus écoénergétique possible. Plusieurs propriétaires établis au Québec ont signalé qu'ils pouvaient suivre leur consommation énergétique sur le site Web d'Hydro-Québec. Lorsque nous leur avons demandé quelles sortes d'informations ils souhaiteraient recevoir au sujet de leur consommation d'énergie, les participants ont mentionné ce qui suit : des explications claires sur le calcul de leurs coûts énergétiques, des données sur la consommation énergétique moyenne des habitations de taille comparable dans leur collectivité, et une analyse coûts-avantages des différents types de projets de rénovation énergétique résidentielle envisageables.

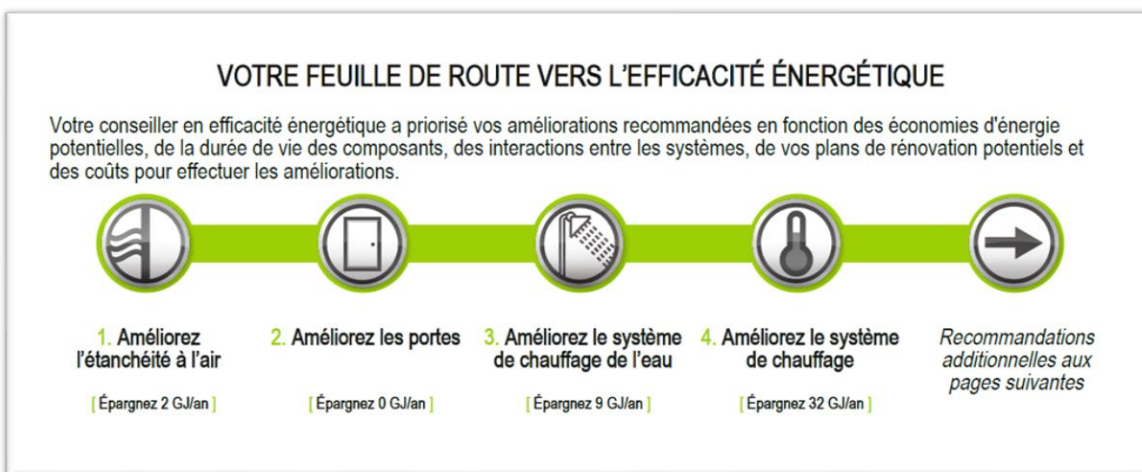
Dans les deux groupes, les participants qui connaissaient l'étiquette EnerGuide du gouvernement du Canada étaient légèrement plus nombreux que ceux qui ne la connaissaient pas. Quelques-uns ont précisé avoir vu ces étiquettes sur des appareils ménagers, par exemple un chauffe-eau, un congélateur, une machine à laver ou une sècheuse. Pour faciliter la discussion, nous leur avons montré une étiquette EnerGuide en guise d'exemple :




Exemple d'étiquette EnerGuide illustrant la consommation énergétique d'une maison. Au haut de l'image figure le logo EnerGuide. Sous ce logo, on voit une échelle de couleurs (qui décline, de gauche à droite, des tons de vert, de jaune et de rouge) ainsi qu'une flèche indiquant la consommation résidentielle annuelle en gigajoules. Sous l'échelle se trouvent un tableau de données et un graphique circulaire qui indiquent la consommation d'énergie selon l'appareil ménager. En dessous, à gauche, on peut lire un avertissement selon lequel la maison a une consommation d'énergie considérable non comprise dans la cote. Au bas de la page figurent l'URL d'EnerGuide (nrcan.gc.ca/monenerguide) et le mot-symbole du gouvernement du Canada.

Questionnés sur le genre d'informations qu'ils pensaient pouvoir trouver sur ces étiquettes, les participants ont mentionné divers éléments, notamment la consommation d'énergie de leur appareil ménager par rapport à d'autres modèles, la ventilation de la consommation énergétique selon plusieurs catégories, et l'échelle de couleurs indiquant l'efficacité énergétique de l'appareil. La plupart

estimaient que les renseignements donnés étaient assez clairs et qu'ils aideraient les consommateurs à cerner le modèle d'appareil approprié pour leur maison. Un petit nombre de participants trouvaient qu'il y aurait lieu de simplifier ces informations pour les néophytes en matière de consommation énergétique résidentielle, et quelques autres s'interrogeaient sur l'utilité du code QR (inclus dans la version anglaise de l'étiquette). Nous avons précisé aux participants que l'étiquette EnerGuide s'accompagnait également de recommandations personnalisées quant aux rénovations qui permettraient de réduire la consommation énergétique d'une maison. Un exemple de feuille de route vers l'efficacité énergétique leur a été présenté à l'écran :





1. Améliorez l'étanchéité à l'air

- ❑ Améliorez l'étanchéité à l'air de votre maison de 10 % pour atteindre 4,25 renouvellement(s) d'air à l'heure à 50 pascals.

Cette amélioration pourrait réduire la consommation d'énergie de votre maison de 2 gigajoules par année.

Saviez-vous que?
 Les fuites d'air représentent 14 pour cent des pertes de chaleur estimées de votre maison sur une base annuelle.

Conseils utiles

L'étanchéisation à l'air est l'une des mesures d'économie d'énergie les plus rentables. Elle est généralement mise en œuvre avant ou pendant les autres améliorations, et ce, afin d'assurer un résultat optimal. L'étanchéisation à l'air peut minimiser les dommages potentiels causés par l'humidité et améliorer votre confort en réduisant les courants d'air, les pertes de chaleur ainsi que réduire la poussière et le bruit provenant de l'extérieur dans votre maison.



2. Améliorez les portes

- ❑ Remplacez une porte par un modèle certifié ENERGY STAR.

Cette amélioration pourrait faire augmenter la consommation d'énergie de votre maison de 0 gigajoules par année.

Saviez-vous que?

Les portes représentent 1 pour cent des pertes de chaleur estimées de votre maison sur une base annuelle.

Conseils utiles

Les portes certifiées ENERGY STAR sont parmi les plus efficaces sur le marché. Si les portes comprennent un vitrage, envisagez les produits avec vitrage à faible émissivité et avec remplissage au gaz inerte.



3. Améliorez le système de chauffage de l'eau

- ❑ Installez un nouveau chauffe-eau électrique à thermopompe certifié ENERGY STAR ayant un facteur énergétique (FE) de 2,25.

Cette amélioration pourrait réduire la consommation d'énergie de votre maison de 9 gigajoules par année.

Saviez-vous que?

Le chauffage de l'eau représente 14 pour cent de la consommation d'énergie annuelle estimée de votre maison.

Conseils utiles

Le rendement énergétique des chauffe-eau alimentés au carburant est exprimé en facteur énergétique (FE), facteur énergétique uniforme (FEU) ou en efficacité thermique. Plus le nombre est élevé, plus le chauffe-eau est efficace. Le rendement énergétique des chauffe-eau électriques avec réservoir est exprimé en pertes thermiques en mode latente, mesurées en watts. Plus le nombre est faible, plus le chauffe-eau est efficace.

Série de recommandations personnalisées sur les rénovations ou les mises à niveau à effectuer pour améliorer le rendement énergétique d'une maison en tenant compte de sa consommation énergétique. La feuille de route comprend plusieurs zones de texte blanches et vertes. La première zone de texte présente les projets de rénovation recommandés avec leur image correspondante. Les zones de texte suivantes décrivent chaque projet de manière détaillée. Les projets consistent à améliorer l'étanchéité à l'air, les portes et le système de chauffage de l'eau. Dans chaque cas, des instructions précises sont données pour mettre la recommandation en œuvre. La description de chaque projet est complétée par une information factuelle connexe (p. ex., la recommandation d'améliorer les portes donne une estimation des pertes de chaleur annuelles liées aux portes) et des conseils utiles.

Lorsque nous avons demandé aux participants si le fait de recevoir des recommandations comme celles-là les inciterait à prendre des mesures pour réduire la consommation d'énergie de leur maison, presque tous ont répondu que oui. Plusieurs ont fait remarquer que cette feuille de route était simple et facile à comprendre et qu'elle orienterait leurs choix de projets de rénovation. Certains aimaient également le fait qu'elle comporte plusieurs recommandations, ce qui leur permettrait d'opter pour les projets qui leur conviennent le mieux. Cela dit, même si de nombreux participants étaient ouverts à l'idée de rénover leur maison un jour ou l'autre, beaucoup ont précisé que les questions de coûts seraient sans doute déterminantes dans leur décision d'entreprendre ces projets. Ils espéraient donc

que le gouvernement du Canada continuerait d'offrir des soutiens comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes afin d'aider les propriétaires à rendre leur maison plus écoénergétique.

Nous avons aussi demandé aux participants si, à la lumière de ces informations, ils trouveraient important de consulter l'étiquette EnerGuide d'une propriété avant d'en faire l'acquisition. Plusieurs estimaient que ce serait important, mais peu considéraient qu'il s'agirait d'un facteur d'achat décisif, sachant qu'ils pourraient effectuer des rénovations écoénergétiques à une date ultérieure. De l'avis de plusieurs, cette étiquette revêtait nettement plus d'importance pour les acheteurs qui comptent habiter dans la maison que pour ceux qui font avant tout un investissement immobilier. À la question de savoir quels autres renseignements sur l'efficacité énergétique ils souhaiteraient obtenir avant d'acheter un logement, les participants ont exprimé de l'intérêt pour le type d'isolant utilisé, l'impact de ses vulnérabilités énergétiques sur les coûts de chauffage et les frais de rénovation auxquels s'attendre, le cas échéant.

Opioides (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la C.-B.)

Les participants de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont discuté des opioïdes et de la prévalence de la dépendance aux opioïdes dans leurs communautés. Tous s'accordaient pour dire qu'il s'agissait d'un problème majeur à l'heure actuelle et plusieurs étaient d'avis que le taux croissant de dépendance avait contribué à l'augmentation des crimes dans leurs communautés. Plusieurs étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait aller plus loin pour réglementer les opioïdes et les rendre moins accessibles. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral avait fait pour s'attaquer au problème de la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique, plusieurs participants ont répondu qu'il avait financé plusieurs sites de consommation supervisée partout dans la province pour limiter le nombre de décès par surdose.

Quelques-uns seulement avaient entendu parler de la récente exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 g ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Les participants étaient généralement défavorables à cette décision et croyaient que le gouvernement fédéral devrait plutôt décourager la consommation d'opioïdes, notamment en imposant des peines plus sévères pour ceux qui utilisent et distribuent ces substances. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative mènerait à un usage accru de ces substances, surtout parmi les jeunes. Plusieurs autres étaient préoccupés par la limite de 2,5 g qui selon eux était trop élevée et par le fait que pour certaines substances comme le fentanyl, il n'y avait aucune quantité qu'une personne pouvait consommer en toute sécurité. Une poignée de participants seulement avaient des opinions plus favorables et croyaient que ces mesures contribueraient à protéger les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie et à faire tomber les préjugés auxquels doivent faire face ceux qui consomment de la drogue. Certains étaient également d'avis que l'exemption atténuerait sans doute les pressions exercées sur les policiers en leur permettant de consacrer plus de ressources pour combattre d'autres crimes.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient en faveur de l'initiative visant à orienter les personnes arrêtées pour possession de drogues illicites vers des centres de désintoxication plutôt que de les envoyer en prison, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. Certains étaient d'avis qu'il faudrait considérer la dépendance comme étant une maladie et non comme un comportement criminel, et qu'il serait plus approprié de leur offrir des traitements plutôt que de les punir. Ils croyaient que des traitements de qualité aideraient ces personnes à se rétablir et à retrouver un style de vie plus sain.

Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la C.-B.)

Dans un groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique, les participants ont discuté de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Questionnés à savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie lorsqu'il s'agit de gérer ses relations avec les pays d'Asie, la plupart ont répondu que c'était le cas. La plupart croyaient que celui-ci avait réussi dans les dernières années à resserrer ses liens avec plusieurs pays d'Asie et que la majorité des citoyens de ces régions avaient une opinion favorable des Canadiens. Quelques participants avaient une opinion différente et avaient l'impression que la montée des tensions entre le Canada et la Chine dans les dernières années avait affaibli le statut du Canada dans cette région du monde. Très peu étaient au courant des récentes annonces du gouvernement fédéral concernant la région de l'Indo-Pacifique. Quelques-uns seulement avaient l'impression que des efforts additionnels avaient récemment été déployés pour renforcer les relations commerciales du Canada avec les pays d'Asie autres que la Chine, mais peu d'entre eux se rappelaient des détails. Pour clarifier le tout, nous leur avons fourni cette information au sujet de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique :

Le gouvernement du Canada intensifiera son engagement à l'égard de la région indo-pacifique dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. La Stratégie s'articulera autour des objectifs suivants :

- *Renforcer le rôle du Canada en tant que partenaire fiable et engagé dans la région indo-pacifique;*
- *Assurer la résilience, la paix et la sécurité;*
- *Accroître le commerce, l'investissement et la résilience de la chaîne d'approvisionnement;*
- *Investir dans les gens et les rapprocher;*
- *Bâtir un avenir durable et vert.*

Tous les participants ont réagi favorablement à ces objectifs et plusieurs s'attendaient à ce que la stratégie soit extrêmement bénéfique pour le gouvernement du Canada et l'économie canadienne. Certains croyaient que cette approche était particulièrement importante, compte tenu des préoccupations à l'égard du gouvernement chinois et de sa politique étrangère de plus en plus

agressive vis-à-vis Taiwan, et de l'incertitude grandissante à savoir si on pouvait compter sur la Chine comme important partenaire commercial à l'avenir. Presque tous s'entendaient pour dire que ces objectifs devraient être une priorité pour le gouvernement fédéral, même s'ils croyaient que plusieurs années seraient nécessaires pour établir de meilleures relations avec cette région du monde et que le processus serait graduel. De nombreux participants avaient l'impression que cette stratégie serait particulièrement avantageuse pour la Colombie-Britannique en raison de sa grande proximité avec l'Asie, comparativement aux autres provinces et territoires canadiens, et que l'intensification des échanges commerciaux aurait un impact positif sur l'économie de la province. Discutant des autres mesures qui pourraient être mises de l'avant en lien avec cette stratégie, quelques participants seulement étaient d'avis que le gouvernement du Canada pourrait redoubler d'efforts pour aider ses partenaires de l'Indo-Pacifique à développer des pratiques et des technologies énergétiques propres puisque selon eux, le Canada est un leader mondial dans ce domaine.

Secteur de la technologie (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)

Les participants de ce groupe composé de travailleurs du secteur de la technologie ont partagé leurs points de vue sur le secteur et son évolution au cours des dernières années. Presque tous voyaient d'un bon œil les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour soutenir ce secteur et plusieurs avaient l'impression que ce dernier avait considérablement investi dans les entreprises technologiques canadiennes récemment. Certains avaient aussi le sentiment que le gouvernement fédéral avait contribué à la croissance du secteur en invitant les travailleurs étrangers hautement spécialisés à immigrer au Canada et en octroyant des subventions aux entreprises canadiennes pour l'embauche de ces nouveaux arrivants. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se rappelaient de mesures précises mises de l'avant par le gouvernement fédéral dans ce secteur, les participants ont mentionné les crédits d'impôt pour le démarrage d'entreprises technologiques, la promotion du domaine .ca, et les efforts pour positionner le Canada comme leader mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) avec des programmes comme la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle.

Discutant des impacts de la pandémie de COVID-19 sur leur secteur, presque tous les participants ont indiqué qu'ils travaillaient maintenant de la maison et s'attendaient à ce que cette tendance se poursuive longtemps après la fin de la pandémie. Pour plusieurs, le télétravail est une façon plus pratique d'accomplir leur travail et certains avaient l'impression d'être plus productifs. Par contre, quelques-uns ont indiqué que le télétravail avait limité leurs contacts avec les collègues et réduit les communications interpersonnelles comparativement au temps où ils partageaient l'espace de travail. Questionnés à savoir si la montée de l'inflation avait eu des répercussions sur leur industrie, certains avaient remarqué que le prix des composants technologiques (comme les ordinateurs et autres matériels) avait augmenté et que les clients dépensaient plus prudemment, alors que quelques autres croyaient que l'inflation avait eu un impact majeur sur leur carrière.

Bien que certains aient parlé de l'augmentation des mises à pied dans le secteur de la technologie au cours des derniers mois, très peu de participants avaient vécu cette expérience. En décrivant les plus grands enjeux pour les travailleurs de leur industrie, certains ont mentionné le nombre croissant de

programmes d'intelligence artificielle (IA) comme ChatGPT. Quelques-uns craignaient qu'avec la multiplication de ces services, les clients choisissent l'IA plutôt que d'embaucher des travailleurs. Quelques-uns seulement ont mentionné ce qu'ils considéraient comme des changements rapides concernant les technologies et les logiciels qu'ils utilisent. Ils avaient l'impression que la technologie devenait obsolète plus rapidement qu'avant et que les travailleurs de la technologie devaient constamment mettre à jour leurs systèmes et leurs méthodes pour suivre le rythme. Questionnés sur les mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour mieux soutenir les travailleurs du secteur de la technologie et atténuer l'impact de la réduction des effectifs, les participants ont fait plusieurs suggestions. Parmi celles-ci, des efforts accrus de la part du gouvernement fédéral pour embaucher plus de spécialistes des technologies dans le secteur public, des investissements et des subventions pour les programmes de recyclage pour permettre aux travailleurs de mettre à jour leurs connaissances et leurs titres de compétence, et une bonification des prestations de certains programmes, dont l'assurance-emploi (AE) pour les travailleurs mis à pied.

Aucun des participants ne connaissait la Corporation d'innovation du Canada ou CIC. Pour faciliter la discussion, nous leur avons fourni l'information suivante :

En créant la Corporation d'innovation du Canada, le gouvernement du Canada établit une nouvelle société d'État dans le but de stimuler l'investissement des entreprises canadiennes en recherche et développement (R et D) et de favoriser la croissance économique. La CIC aidera les entreprises canadiennes de l'ensemble des secteurs et des régions à innover, à commercialiser leurs produits, à croître et à créer de bons emplois dans une économie mondiale en évolution. La CIC offrira du financement et des services consultatifs qui encourageront un plus grand nombre d'entreprises canadiennes à entreprendre des activités de R et D au Canada et à intensifier leurs efforts à cet égard, afin de mettre au point des produits, des procédés et des services nouveaux, améliorés et concurrentiels à l'échelle mondiale. En utilisant les meilleures pratiques établies par des agences similaires partout dans le monde, la CIC sera une organisation indépendante du gouvernement sur le plan opérationnel, axée sur les résultats, qui collaborera avec le secteur privé pour offrir un soutien ciblé aux entreprises canadiennes nouvelles et établies. La CIC administrera le soutien financier sous forme de subventions et de contributions et le financement devrait varier d'environ 50 000 \$ à 5 millions de dollars par projet, selon les propositions de projet.

La plupart ont réagi favorablement à cette initiative et s'attendaient à ce qu'elle contribue à multiplier les nouvelles embauches dans le secteur, en plus de favoriser l'innovation partout au Canada. Quelques participants croyaient que même si le programme était bénéfique, il toucherait surtout les travailleurs de la recherche et du développement (R et D) et aurait peu d'impact tangible sur les travailleurs des TI. Les participants ont démontré de l'intérêt pour certains aspects du CIC, comme l'accent sur les services de consultation, les subventions et les contributions qui varient entre 50 000 \$ et 5 millions \$, et son rôle qui consiste à promouvoir l'innovation dans tous les secteurs et toutes les régions. Un petit nombre s'est demandé si ce programme concernait aussi les pays autres que le Canada en raison de l'accent mis sur la compétitivité à l'échelle internationale et l'économie mondiale en général.

Sécurité communautaire (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)

Dans un groupe, les participants ont brièvement discuté de la sécurité communautaire et du taux de criminalité dans leurs communautés. Tous étaient des résidents de la grande région de Montréal (GRM). Lorsque nous leur avons demandé s'ils se sentaient en sécurité dans leurs communautés, quelques-uns croyaient que des améliorations pourraient être apportées, et tous ont indiqué qu'ils ne craignaient généralement pas pour leur sécurité personnelle. Ceci étant dit, plusieurs ont mentionné que depuis quelques années, ils étaient de plus en plus préoccupés par la violence armée et la hausse des crimes commis avec des armes à feu dans la GRM. Même si plusieurs avaient l'impression que la criminalité avait grimpé dans leur communauté durant la pandémie de COVID-19, aucun n'en avait personnellement fait l'expérience. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour lutter contre la criminalité dans leur région, les participants ont répondu qu'il pourrait redoubler d'efforts pour détecter et sévir contre les gangs et le crime organisé qui, selon eux, sont responsables des activités criminelles dans la GRM et partout au Canada.

Enjeux locaux (résidents du Yukon)

Dans un groupe composé de résidents du Yukon, les participants ont discuté de leur région et de leurs communautés respectives. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se pencher en priorité, ceux-ci ont fourni plusieurs réponses :

- Soins de santé – Certains participants ont parlé de ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie généralisée de travailleurs de la santé dans la région et des difficultés qui en découlaient pour les résidents du territoire d'accéder aux services de soins de santé et particulièrement de trouver un médecin de famille, les forçant ainsi à se rendre aux urgences pour obtenir des soins primaires.
- Santé mentale et dépendances – Plusieurs avaient l'impression que les problèmes de santé mentale et de dépendances s'étaient multipliés au cours des dernières années et qu'il manquait de ressources pour aider les personnes aux prises avec ces difficultés. Les participants étaient d'avis qu'il faudrait investir davantage pour accroître le nombre de professionnels en santé mentale et en traitement des dépendances dans la région. Certains croyaient également qu'il faudrait construire beaucoup plus de centres de désintoxication et de traitement dans la région pour que tous aient accès aux soins dont ils ont besoin sans avoir à quitter leur communauté.
- Coût de la vie – Les participants s'entendaient pour dire que le coût de la vie dans le Nord avait rapidement augmenté et que les produits d'épicerie, l'essence et les autres biens essentiels étaient de plus en plus inabordables. Certains croyaient que cette situation avait contribué à faire augmenter la criminalité dans la région puisque de plus en plus de gens se tournaient vers les activités illégales et les crimes par désespoir pour joindre les deux bouts.

Discutant des plus importants secteurs et industries dans leurs communautés, de nombreux participants ont mentionné le tourisme comme étant le plus important moteur économique de la région. Les autres secteurs mentionnés incluaient l'art autochtone et la production de biomasse et de paillis de bois. En plus du tourisme, plusieurs croyaient que le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour soutenir le développement du secteur agricole dans la région, ce qui contribuerait grandement à diminuer les prix des aliments et accroître l'autonomie des communautés du Nord. Questionnés à savoir si la sécurité alimentaire représentait un enjeu dans leurs communautés, tous ont répondu que c'était un problème majeur. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression qu'en raison des coûts croissants du transport, les résidents du Nord payaient beaucoup plus cher leur panier d'épicerie comparativement aux autres Canadiens. Certains croyaient que de nombreux produits alimentaires étaient de qualité et de fraîcheur nettement inférieures à ce qu'on retrouve ailleurs au pays et que les familles avaient de la difficulté à servir des repas nutritifs à leurs enfants.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider les résidents de la région, aucun participant ne se souvenait de rien en particulier. Pour faciliter la discussion, nous leur avons fourni l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un investissement de plus de 1,1 million de dollars pour soutenir cinq projets d'infrastructure communautaire au Yukon en vue de renforcer les économies locales. Ces investissements comprennent l'Espace de rassemblement communautaire extérieur de la Première Nation de White River, des améliorations à l'accessibilité au sentier du lac Pine, la Remise à neuf du théâtre du Yukon, la Modernisation du centre communautaire, et l'infrastructure d'un lieu de présentation extérieur au théâtre Guild Hall.

Même si la plupart s'attendaient à ce que ces investissements aient des répercussions positives sur leurs communautés, plusieurs ont indiqué qu'ils entendaient parler de ces initiatives pour la première fois. Certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait redoubler d'efforts pour améliorer la communication avec les résidents du Nord puisque la majorité des participants entendaient parler de ces projets pour la première fois.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – February 2023 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, February 7 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	Southwestern Ontario	Prospective EV Buyers (including some working in the automotive industry)	TBW
2	Wed, February 8 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	Ontario	Frequent Healthcare Users	DN
3	Thurs, February 9 th	8:00-10:00 (EST)	6:00-8:00 (MST)	Calgary & Edmonton - Alberta	Homeowners	TBW
4	Tues, February 14 th	8:00-10:00 (EST)	7:00-9:00 (CST)	Rural Prairies (SK, MB)	Lower-Income/Skew to Middle Class	TBW
5	Wed, February 15 th	9:00-11:00 (EST)	6:00-8:00 (PST)	Interior BC & Metro Vancouver	South Asian Diaspora	TBW
7	Tues, February 21 st	5:00-7:00 (EST)	6:00-8:00 (AST)	Atlantic Canada	Frequent Healthcare Users	DN
9	Thurs, February 23 rd	8:00-10:00 (EST)	6:00-8:00 (UTC -7)	Yukon	General Population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Southwestern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Brantford, Chatham, Guelph, Kitchener, London, Orangeville, Owen Sound, Stratford, Windsor, Woodstock</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Toronto, Ottawa, Mississauga, Brampton, Hamilton, London, Markham, Vaughan, Kitchener, Windsor, Richmond Hill, Burlington, Greater Sudbury, Oshawa, Barrie.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Calgary & Edmonton	<p>Cities include:</p> <p>City of Calgary, City of Edmonton</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTRES PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Rural Prairies (SK and MB)	<p>Towns include (but not limited to):</p> <p>Small population = <30,000</p> <p><u>Manitoba:</u> Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Niverville, Stonewall, Oakbank, Neepawa, Flin Flon.</p> <p><u>Saskatchewan:</u> Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan,</p>	CONTINUE – GROUP 4

	<p>Martensville, Melfort, La Ronge, Humboldt, Meadow Lake.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER TOWN. ENSURE A GOOD MIX OF RURAL CENTRES ACROSS THE REGION (FROM SMALLER TO LARGER).</p>	
Interior B.C. and Metro Vancouver	<p>Cities include (but not limited to):</p> <p>Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Coquitlam, City of Langley, Delta, Maple Ridge, North Vancouver, New Westminster, Port Coquitlam, West Vancouver, Kelowna, Kamloops, Prince George, Penticton, Cranbrook, Salmon Arm, Trail, Fruitvale, Williams Lake, Dawson Creek, Nelson, Golden, Burns Lake, Lillooet.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. AIM TO HAVE AN EVEN AMOUNT FROM METRO VANCOUVER AND THE INTERIOR.</p>	CONTINUE – GROUP 5
Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p><u>NS</u>: Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney. <u>NB</u>: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston. <u>PEI</u>: Charlottetown, Summerside. <u>N&L</u>: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook.</p> <p>AIM FOR 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/TOWNS WITHIN EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Yukon	<p>Cities could include (but are not limited to): Whitehorse, Dawson City.</p> <p>AIM FOR NO MORE THAN 4 FROM WHITEHORSE. AIM FOR A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 9

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE

Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END
---------------------------------	----------------------

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	ALL LOCATIONS = CONTINUE
25-30	
31-39	
40-49	
50-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

4. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 7** Would you say your health in general is ...?

- Excellent **THANK AND END**
- Very good **THANK AND END**
- Good **CONTINUE TO 4a**
- Fair **CONTINUE TO 4a**
- Poor **CONTINUE TO 4a**
- Very Poor **CONTINUE TO 4a**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 7** Certain medical conditions can compromise your immune system and weaken your body's ability to fight off infections. Are you someone who has heart disease, diabetes, cancer, HIV, asthma, or some other chronic condition that makes you less likely/able to fight off a sickness?

- Yes **CONTINUE TO 4B**
- No **CONTINUE TO 4B**
- [DO NOT READ]** Don't know **CONTINUE TO 4B**

4b. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 7** Based on your own impression and experience, would you say that you use health care services (for example visits to a doctor, ER, diagnostics, or other hospital-based or services covered by your provincial health care plan) ... **NOTE TO INTERVIEWERS: PROVINCIAL HEALTH CARE PLAN IN ONTARIO IS OHIP ONTARIO HEALTH INSURANCE PLAN (AHCIP). IN ATLANTIC CANADA PROVINCIAL HEALTH CARE PLANS ARE REFERRED TO AS THE FOLLOWING: NEW BRUNSWICK MEDICARE, NEWFOUNDLAND AND LABRADOR MEDICAL CARE PLAN (MCP), NOVA SCOTIA MEDICAL SERVICES INSURANCE PLAN (MSI) OR PEI HEALTH.**

- Much more often than the average person **CONTINUE TO Q10**
- Somewhat more often than the average person **CONTINUE TO Q10**
- About the same amount as the average person **THANK AND END**
- Somewhat less often than the average person **THANK AND END**

Much less often than the average person **THANK AND END**
 [DO NOT READ] Don't know **THANK AND END**

ENSURE GROUP SKEWS MORE TOWARDS THOSE WHO RESPONDED 'YES' AT Q.4a

5. **ASK ONLY IF GROUP 5** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be South Asian?

Yes **CONTINUE TO Q5a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 5** Where did you and/or your family immigrate from?

India **CONTINUE**
 Pakistan **CONTINUE**
 Bangladesh **CONTINUE**
 Sri Lanka **CONTINUE**
 Nepal **CONTINUE**
 Bhutan **CONTINUE**
 Other, please specify: _____ **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF IMMIGRATION.

6. **ASK ONLY IF GROUP 5** Were you born in Canada?

Yes **SKIP TO Q.10= GROUP 5**
 No **CONTINUE TO Q.6a**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 5** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 5
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

7. **ASK ONLY IF GROUP 1** Are you planning to purchase or lease a new vehicle in the next 5 years?

Yes **CONTINUE TO Q.7a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following types of vehicles are you planning to purchase or lease in the next 5 years? (Please select all that apply).

IF CLARIFICATION IS REQUIRED: Plug-in hybrid vehicles (PHEV) carry two types of fuel on board (gas or diesel and electrical energy stored in a battery), whereas battery electric vehicles (BEV) which are 100% electric.

Gasoline or diesel-powered vehicle	CONTINUE
Plug-in hybrid electric vehicle (PHEV)	CONTINUE
Battery electric vehicle (BEV)	CONTINUE

AT LEAST 2 PARTICIPANTS PLANNING TO PURCHASE/LEASE A BATTERY ELECTRIC VEHICLE (BEV) AND AT LEAST 2 PARTICIPANTS PLANNING TO PURCHASE/LEASE A (PHEV). ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF VEHICLE.

7b. **ASK ONLY IF GROUP 1** And, when do you anticipate making this/these purchase(s)?

Within in the next year	CONTINUE
Within the next 2-3 years	CONTINUE
Within the next 4-5 years	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY ANTICIPATED PURCHASE TIMELINE

8. **ASK ONLY IF GROUP 3** Do you own or rent your current residence?

IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED: You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE
Rent	THANK AND END
VOLUNTEERED Living at home	THANK AND END
VOLUNTEERED Other	THANK AND END
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

9. **ASK ONLY IF GROUP 4** How many people in your household are over the age of 18?

1 person	CONTINUE
More than 1 person	CONTINUE

10. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2021?

That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

IF MORE THAN 1 PERSON IN HOUSEHOLD & <\$80,000 = GROUP 4
IF ONLY 1 PERSON IN HOUSEHOLD & <\$40,000 = GROUP 4

11. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Automotive **CONTINUE TO 11.A IF GROUP 1**
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care
- Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL (EXCEPTION FOR GROUP 1 WHICH CONTINUES TO 11.A).
ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR WITH EXCEPTION OF GROUP 1 WHERE AT LEAST 2 OR 3 SHOULD BE WORKING IN THE AUTOMOTIVE SECTOR. OTHERWISE, NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

11a. ASK ONLY IF GROUP 1 You mentioned you work in the automotive sector. Can you tell me more about where you work and what you do? **(OPEN-END) SKEW TOWARDS THOSE IN NON-MANAGEMENT ROLES.**

12. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
------	----------

Female	CONTINUE
--------	-----------------

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

- 13. ASK ALL GROUPS WITH EXCEPTION OF GROUP 5** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

- 14.** Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

- 15.** As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

- 16.** As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

- 17.** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

18. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

19. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

20. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.21**

21. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

22. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

23. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

24. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

- 25.** The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – février 2023 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
6	16 février	18 h-20 h	FR	Québec	Propriétaires de maisons	M. Proulx
8	22 février	18 h-20 h	FR	Grande région de Montréal (GRM) – Québec	Travailleurs du secteur technologique	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

6. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal

CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

CONCLURE

REMERCIER ET

- Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

7. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

8. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Québec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Pour les villes de taille moyenne</u> : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>Petites villes = Population > 49 999 <u>Pour les petites villes</u> : Saint-Georges, Val-d’Or, Sept-Îles, Varennes, Alma.</p>	CONTINUER – GROUPE 6

	ESSAYER DE RECRUTER AU MOINS DEUX RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS D'UN PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
Grande région de Montréal	Les villes peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.	CONTINUER – GROUPE 8
Autre lieu		REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

9. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 6 Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale ?

Propriétaire **CONTINUER – GROUPE 6**

Locataire **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre REMERCIER ET CONCLURE

10. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 8 Travaillez-vous actuellement dans le secteur technologique, ou avez-vous travaillé dans ce secteur au cours de la dernière année ?

Oui, travaille actuellement dans ce secteur POSER LA Q.6 – GROUPE 8
Oui, a travaillé dans ce secteur au cours de la dernière année POSER LA Q.7 – GROUPE 8
Non REMERCIER ET CONCLURE
COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DES RÉPONDANTS QUI TRAVAILLENT
ACTUELLEMENT DANS LE SECTEUR TECHNOLOGIQUE.

11. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 8 Êtes-vous employé(e) dans le secteur technologique à temps plein ou à temps ?

Temps plein CONTINUER – GROUPE 8
 Temps partiel CONTINUER – GROUPE 8
RÉPONSE SPONTANÉE : Autre REMERCIER ET CONCLURE
COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DES RÉPONDANTS QUI TRAVAILLENT À TEMPS PLEIN.

12. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 8 Lorsque vous étiez employé(e) dans le secteur de la technologie, étiez-vous employé(e) à temps plein ou à temps partiel ?

Temps plein CONTINUER – GROUPE 8
 Temps partiel CONTINUER – GROUPE 8
RÉPONSE SPONTANÉE : Autre REMERCIER ET CONCLURE

13. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 6 Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques
 Agriculture, foresterie, pêche et chasse
 Arts, spectacle et loisirs
 Autres services, sauf les administrations publiques
 Commerce de détail
 Commerce de gros
 Construction
 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
 Fabrication
 Finance et assurances
 Gestion de sociétés et d'entreprises
 Hébergement et services de restauration
 Industrie de l'information et industrie culturelle
 Industrie de la technologie
 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
 Services d'enseignement
 Services immobiliers et services de location et de location à bail
 Services professionnels, scientifiques et techniques
 Services publics
 Soins de santé et assistance sociale
 Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS.

GROUPE 6 – ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

14. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE. LE GROUPE 8 PEUT COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DES RÉPONDANTS JEUNES.
25 à 29	
30 à 39	
40 à 54	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

15. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

16. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.* ».

17. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

18. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

19. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

20. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

21. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

22. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.21**

23. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

24. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

25. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

- 26.** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

- 27.** Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

- 28.** Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

29. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MASTER MODERATOR'S GUIDE

February 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS Southwestern Ontario Prospective EV Buyers, Ontario Frequent Healthcare Users, Calgary Edmonton Homeowners, Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver, Quebec Homeowners, Atlantic Canada Frequent Healthcare Users, Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec, General Population Yukon

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Southwestern Ontario Prospective EV Buyers, Ontario Frequent Healthcare Users, Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec Do you remember where you heard this news?
 - Atlantic Canada Frequent Healthcare Users Where did you see/read/hear this?
- Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver, Quebec Homeowners, General Population Yukon Have any of you seen, read, or heard anything about “unidentified objects” in North American airspace?
 - Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver What have you heard?
 - Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver What are your reactions to it?
- Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver Have you seen, read, or heard anything about negotiations between the federal and provincial governments on funding for healthcare?

- Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver What have you heard?
- Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver What are your reactions to it?
- Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec What, if anything, have you seen, read, or heard about asylum seekers entering Quebec at Roxham Road?
 - Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec IF AWARE: What is causing this issue? How do you feel the Government of Canada is handling the situation?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (30 minutes) Southwestern Ontario Prospective EV Buyers, Ontario Frequent Healthcare Users, Calgary Edmonton Homeowners, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver, Quebec Homeowners

- What does the Government of Canada do well?
 - Southwestern Ontario Prospective EV Buyers What about when it comes to managing issues around the environment and climate change? Would you say that the federal government is generally on the right track or wrong track?
 - Southwestern Ontario Prospective EV Buyers What are some examples of work the Government of Canada has done to deal with the environment and climate change?
 - Southwestern Ontario Prospective EV Buyers What about when it comes to managing issues in the economy? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - Southwestern Ontario Prospective EV Buyers What are some examples of work the federal government has done to deal with the economy?
 - Southwestern Ontario Prospective EV Buyers What about when it comes to supporting the automotive industry? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - Southwestern Ontario Prospective EV Buyers What are some examples of work the federal government has done to support the automotive industry?
 - Calgary Edmonton Homeowners What about when it comes to managing the economy and creating jobs?
 - Calgary Edmonton Homeowners What about when it comes to dealing with climate change?
 - Calgary Edmonton Homeowners Are there opportunities to create new jobs while dealing with climate change?

- In today's world, are there threats to Canada's Arctic sovereignty and security in the North? What are they?
 - Is Arctic sovereignty something you're very concerned about, somewhat concerned about, or not very concerned about? Why?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver** What about when it comes to [supporting Canadians through the rising costs of living/immigration]? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track [when it comes to immigration? Why?
 - **South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver** How would you describe the current state of the immigration system in Canada?
 - **South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver** What would you like to see from the Government of Canada on immigration moving forward?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** What are examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle-Class** PROMPT AS NEEDED: What about when it comes to groceries or gas?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** What do you think is causing prices to go up?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Is the rising cost of living more related to things happening at home in Canada, on a global scale, or both?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** As far as you know, does climate change have an impact on the price of groceries?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** What can the Government of Canada do about :
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Inflation?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** The impact of the rising cost of living on Canadians?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Are you aware of anything the Government of Canada is doing to address inflation?

- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits that are designed to support Canadians struggling with the rising cost of living?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** If yes, what have you seen, read, or heard?

Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class I'm going to show you a list of current measures that the Government of Canada is offering or is planning to offer to support those struggling with the rising the cost of living.

Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class **SHOW ON SCREEN:**

- **Indexing benefits to inflation:** Benefits like the Canada Child Benefit, the Canada Pension Plan, Old Age Security, and the Guaranteed Income Supplement are all indexed to increase with the increased cost of living.
- **Child care:** Working with the provinces and territories to offer universal early learning and child care to Canadian families for \$10 a day.
- **Dental care:** Providing dental care to uninsured Canadians with a family income of less than \$90,000 annually, starting with children under 12 this year.
- **The Canada Workers Benefit:** A refundable tax credit that gives low-income workers up to \$1,395 back for single individuals and up to \$2,400 back for families.
- **The Canada Housing Benefit:** A one-time tax-free payment of \$500 to qualifying Canadians who are struggling with the cost of rent.
- **The Climate Action Incentive Payments:** In the provinces where the federal price on pollution applies, 90% of the fuel charge is returned directly to residents of those provinces through the CAIP. A family of four will receive \$832 in Manitoba and \$1,101 in Saskatchewan in Climate Action Incentive payments for the 2022-2023 fuel charge year.

Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class **POLL:** Now I'd like you to select the ones you feel are the most important. You can select up to 3; if you don't think any are important, then don't select any.

- Indexing benefits to inflation
- Child care
- Dental care
- Doubling the GST tax credit for six months

- The Canada Workers Benefit
- The Canada Housing Benefit
- The Climate Action Incentive Payments

Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle-Class *MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS*

- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Why did you choose this option? What impact do you think this measure would have?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Overall, what are your thoughts to this list of measures?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Was there anything you weren't previously aware of?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Would you consider these all to be important affordability measures? Why/why not?
 - **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Do you have any questions when it comes to any of these programs?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
- **Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class** What else, if anything, do you feel the Government of Canada should be doing to address the cost of living?
- **South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver** What about the economy? Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to the economy? Why?
- **Quebec Homeowners, Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec** When it comes to protecting and promoting [the French language/Canada's official languages (French and English)], would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
- **Quebec Homeowners, Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec** If at all, what are some examples of things you've seen, read or heard about work the Government of Canada is doing to promote the [French language in Canada/official languages]?

- **General Population Yukon** What about when it comes to gun control? How do you think the Government of Canada is doing to control firearms in Canada?
 - Have you seen, read, or heard anything in the news about what the Government of Canada is doing to control firearms? What have you heard?
 - IF YES: Are they doing enough, too much, or not enough?
 - Is there anything else they should be doing?
- **South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver, Quebec Homeowners, General Population Yukon** [In light of the Government of Canada's upcoming federal budget,] what do you think the next federal budget should focus on? Why?

COMMUNITY CHALLENGES/LOCAL INDUSTRIES (30 minutes) **General Population Yukon**

Now I'd like to focus on your local community...

- What important issues facing your community do you think the Government of Canada should focus on?
- What are the most important sectors and industries for your local community?
- Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors. What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- Which sectors and industries would you like to see the Government of Canada prioritize?
- Is food security an area of concern for your community? What makes you say that?
 - What about labour shortages?
- Has the Government of Canada done anything recently to support these issues in your community? What have they done?

CLARIFY: Recently, the Government of Canada announced an investment of more than \$1.1 million to support five community infrastructure projects across the Yukon in order to help strengthen local

economies. These investments include White River First Nation Outdoor Community Gathering Space, Pine Lake Trail Accessibility upgrades, Yukon theatre refurbishment, community centre upgrades, and outdoor venue infrastructure at the Guild Hall Theatre.

What are your initial thoughts on these initiatives?

Healthcare Ontario Frequent Healthcare Users, Quebec Homeowners, Atlantic Canada Frequent Healthcare Users, General Population Yukon

- How would you describe the healthcare system in Canada today?
 - Ontario Frequent Healthcare Users What, if anything, are the positive aspects of Canada's healthcare system?
 - Ontario Frequent Healthcare Users What, if anything, are the biggest issues with Canada's healthcare system?
- Would you say that when it comes to Canada's healthcare system, major changes are needed, only minor changes are needed, or no changes are needed at all?
 - IF CHANGES NEEDED: What are the changes needed? Who is responsible for making those changes?
- General Population Yukon How would you describe your experiences accessing health care services?
- General Population Yukon When you need health care, are you typically able to access it in your local community, or do you have to travel outside your community?
- General Population Yukon How do you think the quality of the health care system in your area compares to other regions or provinces in Canada? Is it better, worse or the same?
- General Population Yukon Has your experience accessing healthcare services changed over the past several years?
 - General Population Yukon IF YES: What caused it to change? How do you know?
- General Population Yukon Looking ahead, do you expect the healthcare system in Canada to improve, stay the same, or get worse? Why?
 - General Population Yukon What would need to happen for the healthcare system in your community to improve?

- **General Population Yukon** What role does the Government of Canada have in health care?
 - **General Population Yukon** In your opinion, does the federal government understand the healthcare issues you're most worried about? Why/why not?
- **General Population Yukon** What work, if any, has the federal government ever done to address issues in health care?
- Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to healthcare? Why?
 - IF WRONG TRACK: What would you need to see from the federal government for them to get on the right track?
- What recent news have you seen, read, or heard about the Government of Canada's work on healthcare?
 - PROBE: Have you heard anything about negotiations between the federal and provincial governments on funding for healthcare?
 - What have you heard?

SHOW ON SCREEN

As you may have heard, [yesterday/last week/two weeks ago\recently] the Prime Minister met with provincial and territorial premiers to discuss funding for healthcare.

At this meeting, the federal government announced [that it will be increasing healthcare funding to the provinces and territories/ a health care investment of \$196.1 billion over the next 10 years, including \$46.2 billion in new money for provinces and territories to improve health care]. This [new] funding includes an immediate top-up of \$2 billion to the existing amount of money the federal government sends to provinces and territories [through the Canada Health Transfer], as well as a guarantee to increase that funding by 5% over the next five years.

The federal government is also committing \$25 billion over the next 10 years to make deals with individual provinces and territories to help fund family health services, mental health and substance use services, reduce health worker shortages and backlogs in the system, and modernize the healthcare system. In order to get this funding, the federal government is asking provinces and territories to develop a plan describing how money will be spent and how progress on improving the system will be measured. The federal government is also asking the provinces and territories to make

it easier for health professionals educated abroad [or in other provinces] to have their credentials recognized.

Quebec Homeowners, Atlantic Canada Frequent Healthcare Users, General Population Yukon DO NOT SHOW, MODERATOR TO CLARIFY IF NEEDED: The Canada Health Transfer is the federal government's cash transfer to the provinces and territories that provides long term funding for health care.

- What's your reaction to this announcement?
- Do you think what the federal government is proposing will have a major, minor or no impact on the quality of healthcare in Canada? Why?
- Would you say you support the Government of Canada's healthcare plans, oppose them, or neither? Why?
 - What if this funding adds to the federal government's budget deficit? Would that change how you feel?
 - What if this additional funding means the federal government has less money to spend on other services?

ELECTRIC VEHICLES (EVs) (60 minutes) Southwestern Ontario Prospective EV Buyers

I understand that everyone in this group may be looking to purchase or lease a new electric vehicle (EV).

- What are your main reasons for wanting to purchase or lease an EV?
 - Do you currently own or have you ever owned an EV?
- What, if anything, are the biggest barriers to you purchasing an EV?
 - IF NOT MENTIONED: What about costs?
 - IF NOT MENTIONED: What about charging infrastructure?
- How important, if at all, is it that the EV you buy or the parts within it are made in Canada?
- Has anyone seen, read, or heard anything about the Government of Canada investing in EV manufacturing in Southwest Ontario or elsewhere? If yes, what have you heard?

The Government of Canada has done a number of things to support the development of the zero-emission vehicle (ZEV) industry in Canada, including investing in manufacturing, encouraging companies to build-up EV supply chains, offering incentives to Canadians to buy EVs, and investing in charging station infrastructure across Canada. In Southwestern Ontario, some of these investments include:

SHOW ON SCREEN:

- Obtaining advanced manufacturing equipment and technologies to expand the steel industry in Windsor;
 - Funding for new advanced manufacturing and robotics equipment in Tecumseh;
 - Funding for the modernization of assembly plants in Windsor and Brampton;
 - Retooling plants (such as Honda) to make hybrid-electric vehicles in Alliston;
 - Funding for the modernization of assembly plants in Windsor and Brampton;
 - Investments in Toyota's Cambridge and Woodstock plants to become Toyota's largest hybrid vehicle production in North America; and
 - Investments in General Motor's (GM's) CAMI assembly plant, opening as Canada's first full-scale EV plant to build BrightDrop fully electric delivery vans in Ingersoll.
-
- Has anyone heard of any of these investments/projects?
 - What is your impression of the kinds of investments the Government of Canada is making, based on this information?

CLARIFY AS NECESSARY: A ZEV is a vehicle that has the potential to produce no tailpipe emissions. They can still have a conventional internal combustion engine, but they are also able to operate without using it. Examples of ZEVs include battery-electric, plug-in hybrid electric and hydrogen fuel cell vehicles. So essentially, an electric vehicle is a type of ZEV; hydrogen fuel cell is another type of ZEV.

- Should the Government of Canada be investing in EV manufacturing in Canada? Why/why not?
- What impacts, if any, will investing in EV manufacturing have in Canada?
 - What about in your community?
 - What about for you and your family?
- In your opinion, what impact will investing in the ZEV industry have on Canada's future?
 - IF NOT MENTIONED: What about economic impacts? What about environmental impacts?

- Are those impacts positive or negative?
- Earlier we spoke briefly about the automotive industry, now thinking specifically about supporting EV manufacturing within the broader automotive industry, do you feel the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why?
- Have any of you seen, read, or heard anything about the Government of Canada's plan to mandate that 100% of personal vehicles sold be zero-emission vehicles by 2035?
 - What have you heard?
 - How do you feel about this?
 - Is that realistic?
 - What would need to happen to meet that goal?

ENERGY OUTLOOK (25 minutes) Calgary Edmonton Homeowners

- How important, if at all, is the oil and gas sector to Alberta's economy?
- How would you describe the current state of the oil and gas sector in Alberta?
- How important, if at all, is it for the Albertan economy to diversify beyond oil and gas? Why?
 - Which sectors will be the most important to the future Albertan economy?
 - IF NOT MENTIONED: What about the clean energy sector? How much will the future of Alberta's economy depend on developing its clean energy sector?
 - Do you think developing the clean energy sector will have a positive impact, a negative impact, or no impact on someone like you? What about on workers in Alberta?
 - EXPLAIN AS NEEDED: The clean energy sector could include various renewable energy sources like solar energy, wind energy, hydro energy, hydrogen fuel, or technologies like those that capture and store carbon.
- Has anyone heard the term "sustainable jobs" before? What does it mean?
- What comes to mind when you think about sustainable jobs in the clean energy sector?
 - Do you think the creation of sustainable jobs in the clean energy sector would benefit the Albertan economy? What about you and your family? Why/why not?

- What, or who, do you think is driving the development of the clean energy sector in Alberta?

HOUSING (15 minutes) Quebec Homeowners

When we asked you to come in today, each of you said that you were homeowners...

- When it comes to home ownership, what would you say are your biggest challenges?
- Overall, how affordable is home ownership for you personally? Has owning your home become more affordable, less affordable, or has it stayed about the same?
 - What about when it comes to your mortgage payments? Have your payments gone up, gone down, or have they stayed about the same?
 - What about your home insurance premiums?
 - What about your utility costs?
 - ASK FOR EACH, IF GONE UP : What impact did this have on your household budget?
- To the best of your knowledge, what can cause changes in home insurance premiums?
- What about the price of electricity?

HOME ENERGY RETROFITS AND RENOVATIONS (15 minutes) Calgary Edmonton Homeowners, Quebec Homeowners

- By show of hands, how many of you have recently or are currently renovating your home or making home improvements?
 - How many of you are considering renovating your home or making home improvements in the future?
 - IF YES TO EITHER: What are the main reasons for renovating your home or making home improvements, or for considering doing so?
- Are any of you planning to do things like change or update your home heating or cooling system, or installing a smart thermostat?
 - IF YES: Why are you interested in making these changes?
- ASK EVERYONE: What are some reasons you might consider making changes like these to your home?

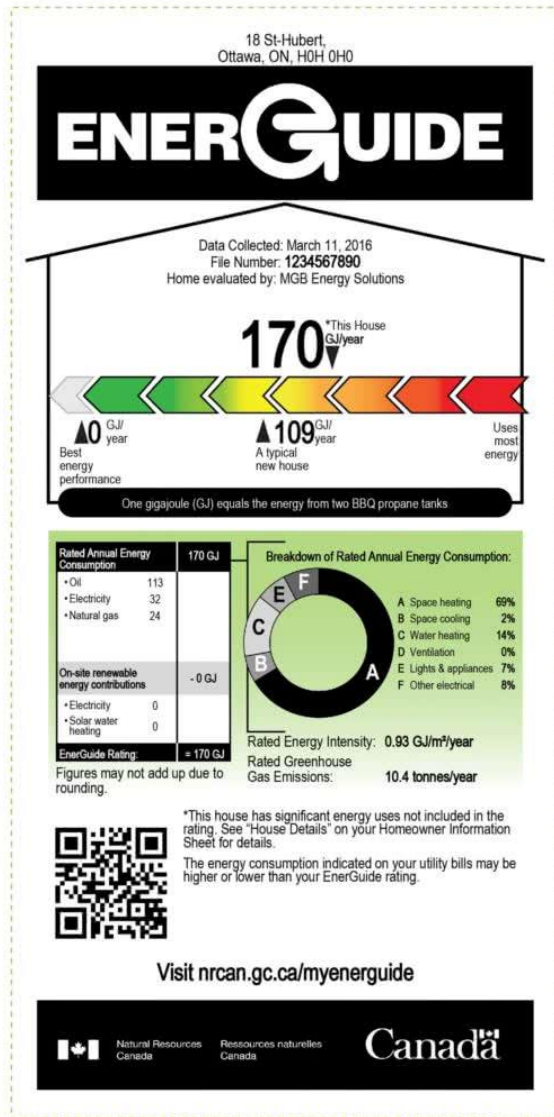
- PROMPT: Would anyone do it to reduce your expenses, such as your monthly utility or home energy bill?
- PROMPT: Would anyone do it to improve your property value?
- PROMPT: Would anyone do it primarily because of environmental considerations, like reducing carbon emissions from your home?

HOME ENERGY LABELLING (30 minutes) Calgary Edmonton Homeowners, Quebec Homeowners

- How much do you know, if anything, about your home's energy use? For example, do you think you know a lot or a little about this topic?
 - IF KNOWLEDGEABLE: How/where do you gain this information?
 - IF NOT KNOWLEDGEABLE: Are you interested in knowing about your home's energy use?
- What type of information, if any, about your home's energy use are you interested in?
- Have you ever heard of Canada's EnerGuide home energy label?
 - FOR THOSE WHO HAVE HEARD: Where did you hear about it?
- Do you know if you have an EnerGuide label for your home?
 - IF YOU HAVE A LABEL: Why did you get one?
 - What was your experience like getting one?

SHOW ON SCREEN:

I'm going to show you an example of Canada's EnerGuide home energy label.




- Imagine you received something like this for your home. What do you understand from it? What information is it trying to tell you?
 - Are there any parts of this label that are confusing or hard to understand?






When you get the home EnerGuide label, it tells you the energy use of your home, and it also gives you customized retrofit recommendations about how to decrease your home's energy use. I'm going to show you an example.

SHOW ON SCREEN:


YOUR ENERGY EFFICIENCY ROADMAP

Your energy advisor has prioritized your recommended upgrades based on the potential energy savings, the life expectancy of your home components, the interactions between systems, your potential renovation plans and the costs to perform the upgrades.



				
1. Insulate attic	2. Perform air sealing	3. Upgrade windows	4. Upgrade doors	<i>More details on next pages</i>
[Save 10 GJ/year]	[Save 1 GJ/year]	[Save 1 GJ/year]	[Save 0 GJ/year]	

A customized plan to improve the energy efficiency of your home is found below:




1. Insulate attic

- Increase the insulation value of your attic (Ceiling) by RSI 9.14 (R-51.9).

This upgrade could reduce the energy consumption of your house by 10 gigajoules per year.

Did you know?
Ceilings account for 12 percent of the estimated annual heat loss of your house.



2. Perform air sealing

- Improve the airtightness of your house by 10% to achieve 5.29 air change(s) per hour at 50 pascals.

This upgrade could reduce the energy consumption of your house by 1 gigajoules per year.

Did you know?
Air leakage accounts for 21 percent of the estimated annual heat loss of your house.



3. Upgrade windows

- Replace 9 windows with ENERGY STAR certified models.
- This upgrade could reduce the energy consumption of your house by 1 gigajoules per year.

Did you know?
Windows account for 16 percent of the estimated annual heat loss of your house.

- If you were to receive recommendations like these, would you consider taking actions to decrease the energy use of your home?
 - What might affect your decision to complete these actions or not?
 - Do you feel you have sufficient information on how to take these actions?
- If you were to buy a house, how important or unimportant would it be to see the home energy label for the home you're considering buying at the time of sale?
 - Would knowing about the energy use of the home affect your decision to buy the home? What makes you say that?
 - What information, if any, about the energy use of the home would you like to know before buying the home?

PRAIRIESCAN KNOWLEDGE/AWARENESS (15 minutes) Calgary Edmonton Homeowners

- By show of hands:
 - How many of you are business owners?
 - Do you use social media in the function of your job?
 - How many of you have jobs at the management or executive levels where you would be involved in seeking economic and/or funding support for your business or organization?
 - Do you use social media in the function of your job?

ASK OTHER PARTICIPANTS:

- And do any of you use social media in the function of your job?

FOR THOSE WHO USE SOCIAL MEDIA IN THE FUNCTION OF THEIR JOB:

- Which social channels do you use in relation to your job?
 - PROMPT AS NEEDED: Twitter, LinkedIn, Facebook, Instagram, others?

- Where would you expect to find resources for business funding and support?
 - PROMPT AS NEEDED: Online websites, social media, advertisements, other?
- What companies or organizations come to mind when you think of funding, economic development and expanded support for businesses?
 - Why did these names come to mind?
 - PROMPT AS NEEDED: For example, did you recently see a commercial, ad or post on social media?
- By show of hands, has anyone heard of PrairiesCan, sometimes referred to as Prairies Canada?
- What do you think PrairiesCan does?

ASK IF ANY BUSINESS OWNERS/MANAGERS/EXECUTIVES:

For those of you who indicated earlier that you are business owners, or have jobs at the management or executive levels where you would be involved in seeking economic and/or funding support, would you consider Prairies Canada for economic support and/or funding? What makes you say that?

CARBON PRICING (30 minutes) Atlantic Canada Frequent Healthcare Users

- What, if anything, have you read, seen, or heard about carbon pricing in Canada?
- As far as you know, is there a price on carbon in your province?
- Have you heard the term, "climate action incentive"?
- Whether or not you've heard of it, what does it mean to you?

SHOW ON SCREEN

In 2016, the Government of Canada announced a plan to ensure a price on carbon pollution across the country, giving each province and territory the flexibility to either develop a system that works for their circumstances, provided it meets the federal standard, or use a standardized federal system.

There are two parts to carbon pricing – a fuel charge and a system for industry. Nine provinces and territories either have chosen to use the federal system as a whole or in part, or proposed a provincial system that did not meet the federal standard so have had the federal system imposed.

These provinces and territories include: Newfoundland and Labrador, PEI, Nova Scotia, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, and Nunavut. This list will expand as of July 2023 to include Newfoundland and Labrador, Nova Scotia, and Prince Edward Island (PEI).

New Brunswick, which previously had a fully provincial pollution pricing system, recently announced that it wants to adopt the federal system for their fuel charge, while maintaining a provincial system for industry. Currently there's no set timeline for this change.

- What are your reactions when you hear this?

DO NOT SHOW, MODERATOR TO CLARIFY IF NEEDED: All proceeds collected from the federal system in a province stay in that province – using Newfoundland as an example - 90% of proceeds are returned directly to residents in the form of the Climate Action Incentive Payment, with a family of four receiving about \$1,312 each year. The other 10 per cent will be used to support small businesses and Indigenous groups.

- Does this approach seem fair? Does it seem affordable?
- Do you think it will have a major, minor or no impact on climate change?
- Thinking again about the Climate Action Incentive Payment - how would you expect the Government of Canada to deliver this payment?
- Based on what you now know, if you had to explain carbon pricing in Canada to a friend, what would you tell them?

IF NOT MENTIONED: And how would you describe the Climate action incentive?

BUDGET 2023 (15 minutes) Rural Prairies (Saskatchewan, Manitoba) Lower-Income and Middle Class, Atlantic Canada Frequent Healthcare Users

I'd like to talk to you about the next federal budget...

- What do you expect the next federal budget will focus on?
- What do you think the next federal budget should focus on?
- Thinking back to previous years, do you remember anything that the federal government announced in past budgets?
 - ONLY IF SILENT: Any investments, themes, priorities, anything from any past budgets that you can remember?

INDO-PACIFIC STRATEGY (25 minutes) South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver

- When it comes to managing international relations, especially those in Asia, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why?
- Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada strengthening ties with Indo-Pacific nations?
 - IF YES: What have you heard?

PROMPT AS NEEDED: The Indo-Pacific region comprise of 40 countries, including India, Pakistan, Bangladesh, China, and many other South Asian, East Asian, and Southeast Asian nations.

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada will enhance engagement with the Indo-Pacific region through Canada's Indo-Pacific Strategy. The Indo-Pacific Strategy focuses on the following objectives:

- Strengthening Canada's role as a reliable and engaged partner to the Indo-Pacific;
- Ensuring resilience, peace, and security;
- Expanding trade, investment, and supply chain resilience;
- Investing in and connecting people; and
- Building a sustainable and green future.
- What are your reactions to hearing these objectives?
 - How important, if at all, is enhancing engagement with the Indo-Pacific region?
 - What impacts, if any, will this have in British Columbia?
 - IF NOT MENTIONED: What about for expanding trade, investment, and supply chain resilience?

- What would you like to see from the Government of Canada when it comes to managing relations with Indo-Pacific nations (like India, Pakistan, Bangladesh, and China)?

OPIOIDS (25 minutes) South Asian Diaspora Interior British Columbia and Metro Vancouver

- Would you say that opioid addiction is a major issue, a minor issue, or not an issue at all in your community?
 - ASK TO THOSE IN VANCOUVER: What about throughout Vancouver?
- What, if anything, has the Government of Canada done to address opioid addiction in British Columbia?
- How do you feel about the Government of Canada granting an exemption to the Controlled Drugs and Substances Act to remove criminal penalties for possession of up to 2.5 grams of certain illegal drugs in British Columbia? Do you support or oppose a measure like this one? Why do you say that?
 - What impacts, if any, will this have?
 - Will this change have an impact on crime in Vancouver? Why do you feel this way?
- How do you feel about diverting people who are arrested for possession of illicit drugs to drug treatment centres instead of being sent to jail? Would you support or oppose a measure like this one? Why do you say that?

What impacts, if any, will this have? Would such a change have an impact on crime? Why do you feel this way?

COMMUNITY SAFETY (15 minutes) Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec

- Do you feel that your community is safe? Why/Why not?
 - Are you concerned about gun violence in your community? Why/why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community? What about in the Greater Montreal Area?
 - IF INCREASE: Is there anything you feel the federal government should do to respond to the level of crime in your community?

TECHNOLOGY SECTOR (35 minutes) Working in Technology Sector Greater Montreal Area Quebec

Now I'd like to shift a bit to talk about the technology sector. When we invited you to participate in tonight's focus group, you had indicated that you worked in the technology sector. Is this still true for most of you?

- Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to supporting the tech sector? Why?
 - If at all, what are some examples of things you've seen, read or heard about work the Government of Canada is doing to support the tech sector in Canada?
- Since the onset of the COVID-19 pandemic, how has working in your industry changed?
- Has inflation impacted the industry you work in? How so?
 - How has it impacted you as a worker in your industry, if at all?
- What are the biggest challenges facing workers in your industry?
 - What about layoffs?
 - Has this impacted you personally?
- What actions could the Government of Canada take, if any, to mitigate the impacts of tech companies currently downsizing?
- What is the federal government doing to offer supports to workers in your industry?
 - What has the federal government ever done to support workers in your industry?
- Have you seen, read, or heard anything about the new Canada Innovation Corporation (CIC)?

SHOW ON SCREEN:

In creating the Canada Innovation Corporation (CIC), the Government of Canada is establishing a new Crown corporation to drive Canadian business investment in research and development (R&D) and foster economic growth. The CIC will help Canadian businesses across all sectors and regions to innovate, commercialize, grow, and create good jobs in a changing global economy. The CIC will deliver funding and advisory services that will encourage more Canadian firms to initiate and scale R&D activities in Canada for the purpose of producing new and improved, globally competitive products, processes, and services. Using best practices established by similar agencies around the world, the CIC will be an operationally independent, outcome-driven organization that will work with the private sector to provide targeted support to new and established Canadian firms. The CIC will

administer financial support in the form of grants and contributions and funding will range from roughly \$50,000 to \$5 million per project, depending on the project proposals.

- What are your initial reactions to this?

Do you think it has potential to help those in the technology sector?

CONCLUSION (10 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — Février 2023 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (15 minutes) Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton, résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver, propriétaires d'habitation du Québec, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec), population en général du Yukon

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
 - Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec) Vous souvenez-vous où vous avez entendu cette nouvelle ?
 - Utilisateurs fréquents des soins de santé du Canada atlantique Où avez-vous vu, lu ou entendu cela ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver, propriétaires d'habitation du Québec, population en général du Yukon Y en a-t-il parmi vous qui avez vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des « objets non identifiés » dans l'espace aérien nord-américain ?

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Qu'avez-vous entendu ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Quelles sont vos réactions à cela ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet de négociations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux sur le financement des soins de santé ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Qu'avez-vous entendu ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Quelles sont vos réactions à cela ?
- Travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec) Qu'avez-vous vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet des demandeurs d'asile qui entrent au Québec par le chemin Roxham ?
 - Travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec) Qu'avez-vous vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet des demandeurs d'asile qui entrent au Québec par le chemin Roxham ?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (30 minutes) Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton, diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver, propriétaires d'habitation du Québec

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien ?
 - Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de gérer des enjeux liés à l'environnement et le changement climatique ? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ?

- **Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario** Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement du Canada pour traiter de l'environnement et du changement climatique ?
 - **Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de gérer des enjeux liés à l'économie ? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ?
 - **Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario** Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement fédéral pour traiter de l'économie ?
 - **Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de soutenir l'industrie automobile ? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ?
 - **Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario** Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement fédéral pour soutenir l'industrie automobile ?
 - **Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de gérer l'économie et de créer des emplois ?
 - **Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton** Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de traiter du changement climatique ?
 - **Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton** Existe-t-il des possibilités de créer de nouveaux emplois tout en s'attaquant au changement climatique ?
 - **Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton** SI OUI : Quelles sont ces possibilités ? Le gouvernement du Canada devra-t-il encourager et soutenir ces possibilités ?
- **Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver, utilisateurs fréquents des soins de santé du Canada atlantique, travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec), population en général du Yukon** Qu'est-ce que le gouvernement fédéral doit améliorer ?
- **Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et**

de la région métropolitaine de Vancouver À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité ?

- Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il [du coût de la vie/des soins de santé] ?
- Ces enjeux ont-ils été prioritaires pour le gouvernement fédéral ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver SI CE N'EST PAS PRIORITAIRE : Qu'aimeriez-vous voir de la part du gouvernement du Canada en lien avec cet enjeu ?
 - Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario, résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver SI PRIORITAIRE : Quelles nouvelles avez-vous vues, lues ou entendues concernant le travail du gouvernement du Canada sur la gestion de ces enjeux ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver, propriétaires d'habitation du Québec, population en général du Yukon Qu'en est-il lorsqu'il s'agit des enjeux liés à la sécurité nationale ? Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou la mauvaise voie ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver, propriétaires d'habitation du Québec Quels sont des exemples du travail fait par le [gouvernement du Canada/gouvernement fédéral] pour soutenir la sécurité nationale et la sécurité de la population canadienne ?
 - Population en général du Yukon Qu'en est-il de la souveraineté dans l'Arctique ? Que pensez-vous de leur gestion de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique ?
 - Dans le monde d'aujourd'hui, existe-t-il des menaces pour la souveraineté et la sécurité du Canada dans l'Arctique ? Quelles sont-elles ?

- La souveraineté dans l'Arctique vous préoccupe-t-elle beaucoup, assez ou pas du tout ? Pourquoi ?

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba), diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Qu'en est-il lorsqu'il s'agit [de soutenir les Canadiens face à la hausse du coût de la vie/d'immigration] ? Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie [lorsqu'il s'agit d'immigration] ? Pourquoi ?
 - Diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration au Canada ?
 - Diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Qu'aimeriez-vous désormais voir de la part du gouvernement du Canada en matière d'immigration ?

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba) Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie de tous les jours ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba) DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il des épiceries et de l'essence ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba) Avez-vous modifié certaines de vos habitudes quotidiennes en réaction à l'augmentation du coût de la vie ?

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba) À votre avis, qu'est-ce qui provoque l'augmentation des prix ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba) La hausse du coût de la vie est-elle davantage liée à ce qui se passe ici au Canada, à ce qui se passe à l'échelle mondiale, ou aux deux ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba) A votre connaissance, le changement climatique a-t-il un impact sur le prix de l'épicerie ?

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Sakatchewan et Manitoba) Que peut faire le gouvernement du Canada face à :

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) L'inflation ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) L'impact de la hausse du coût de la vie sur les Canadiens ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Êtes-vous au courant de quoi que ce soit que fait le gouvernement en réponse à l'inflation ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Êtes-vous au courant de politiques, de programmes, de services ou de prestations du gouvernement du Canada qui visent à soutenir les Canadiens qui éprouvent des difficultés face à l'augmentation du coût de la vie ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Si oui, qu'avez-vous vu, lu ou entendu ?

Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Je vais vous montrer une liste de mesures actuelles que le gouvernement du Canada propose ou envisage de proposer en vue de soutenir les personnes qui éprouvent des difficultés face à l'augmentation du coût de la vie.

Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Indexer les prestations en fonction de l'inflation** : Des prestations comme l'Allocation canadienne pour enfants, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti sont toutes indexées de manière à augmenter selon la hausse du coût de la vie.
- **Services de garde d'enfants abordables** : Travailler avec les provinces et les territoires pour offrir aux familles canadiennes des services universels d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pour 10 \$ par jour.
- **Soins dentaires** : Fournir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer cette année par les enfants de moins de 12 ans.
- **Doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois** : Doubler le crédit d'impôt trimestriel pour la TPS, de sorte que les Canadiens célibataires recevront jusqu'à 234 \$ supplémentaires et les couples avec enfants pourront compter sur 467 \$ de plus.

- **L'Allocation canadienne pour les travailleurs** : Un crédit d'impôt remboursable qui permet aux travailleurs à faible revenu de récupérer jusqu'à 1 395 \$ pour les personnes seules et jusqu'à 2 400 \$ pour les familles.
- **L'Allocation canadienne pour le logement** : Un paiement unique de 500 \$ libre d'impôt aux Canadiens admissibles qui ont de la difficulté à payer leur loyer.
- **L'Incitatif à agir pour le climat** : Dans les provinces où s'applique le système fédéral de la tarification de pollution, 90 % des produits de la redevance sur les combustibles sont retournés directement aux résidents de ces provinces sous forme de PIAC. Une famille moyenne de quatre personnes recevra 832 \$ au Manitoba et 1 101 \$ en Saskatchewan en paiements de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'application de la redevance sur les combustibles durant l'exercice 2022–2023.

Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) **SONDAGE** : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez celles qui vous semblent les plus importantes. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune n'est importante.

- Indexer les prestations en fonction de l'inflation
- Services de garde d'enfants abordables
- Soins dentaires
- Doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois
- L'Allocation canadienne pour les travailleurs
- L'Allocation canadienne pour le logement
- L'Incitatif à agir pour le climat

Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) *LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX*

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Pourquoi avez-vous choisi cette option ? Quel serait, selon vous, l'impact de cette mesure ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Dans l'ensemble, que pensez-vous de cette liste de mesures ?

- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Y a-t-il quelque chose dont vous n'étiez pas au courant auparavant ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Considérez-vous l'ensemble de celles-ci comme étant d'importantes mesures d'abordabilité ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Avez-vous de quelconques questions concernant l'un ou l'autre de ces programmes ?
- Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
 - Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba) Selon vous, qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre, le cas échéant, pour s'attaquer au coût de la vie ?
 - Diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver Qu'en est-il de l'économie ? Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est de l'économie ? Pourquoi ?
 - Propriétaires d'habitation du Québec, travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec) En ce qui concerne la protection et la promotion [de la langue française/des langues officielles du Canada (le français et l'anglais)], diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou la mauvaise voie ?
 - Propriétaires d'habitation du Québec, travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec) Le cas échéant, quels sont des exemples que vous avez vus, lus ou entendus sur le travail que fait le gouvernement du Canada pour promouvoir [la langue française au Canada/les langues officielles] ?
 - Population en général du Yukon Qu'en est-il lorsqu'il s'agit du contrôle des armes à feu ? Comment évaluez-vous le gouvernement du Canada pour ce qui est du contrôle des armes à feu au Canada ?

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose dans les nouvelles sur ce que fait le gouvernement du Canada pour contrôler les armes à feu ? Qu'avez-vous entendu ?
- SI OUI : En fait-il assez, trop ou pas assez ?
 - Y a-t-il autre chose qu'il devrait faire ?
- **Diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver, Propriétaires d'habitation du Québec, population en général du Yukon** [À la lumière du prochain budget fédéral du gouvernement du Canada,] Compte tenu du prochain budget fédéral du gouvernement du Canada, selon vous, sur quoi devrait-il se concentrer ? Pourquoi ?

DÉFIS DES COLLECTIVITÉS/INDUSTRIES LOCALES (30 minutes) Population en général du Yukon

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre collectivité locale...

- Quels sont les enjeux importants auxquels votre collectivité est confrontée et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer ?
- Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale ?
- Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

- Quels sont les secteurs et les industries auxquels vous souhaiteriez que le gouvernement du Canada accorde une priorité ?
- La sécurité alimentaire est-elle un sujet de préoccupation pour votre collectivité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Qu'en est-il des pénuries de main-d'œuvre ?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque chose récemment pour soutenir ces enjeux dans votre collectivité ? Qu'a-t-il fait ?

ÉCLAIRCISSEMENT : Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un investissement de plus de 1,1 million de dollars pour soutenir cinq projets d'infrastructure communautaire au Yukon en vue de renforcer les économies locales. Ces investissements comprennent l'Espace de rassemblement communautaire extérieur de la Première Nation de White River, des améliorations à l'accessibilité au sentier du lac Pine, la Remise à neuf du théâtre du Yukon, la Modernisation du centre communautaire, et l'infrastructure d'un lieu de présentation extérieur au théâtre Guild Hall.

- Quelles sont vos premières impressions concernant ces initiatives ?

SOINS DE SANTÉ (25 minutes) Utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires d'habitation du Québec, utilisateurs fréquents des soins de santé du Canada atlantique, population en général du Yukon

- Comment décririez-vous le système de soins de santé au Canada d'aujourd'hui ?
 - Utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario Quels sont, le cas échéant, les aspects positifs du système de soins de santé du Canada ?
 - Utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario Quels sont, le cas échéant, les principaux enjeux liés au système de soins de santé du Canada ?
- Lorsqu'il s'agit du système de santé, diriez-vous que celui-ci nécessite des changements majeurs, des changements mineurs ou peu à pas de changements ?
 - SI DES CHANGEMENTS SONT NÉCESSAIRES : Quels sont les changements nécessaires ?
Qui est responsable pour effectuer ces changements ?
- Population en général du Yukon Comment décririez-vous votre expérience de l'accès aux services de santé ?
- Population en général du Yukon Lorsque vous avez besoin de soins, êtes-vous habituellement en mesure d'y accéder dans votre collectivité ou êtes-vous obligés de vous déplacer ?
- Population en général du Yukon Selon vous, la qualité du système de santé dans votre région se compare-t-elle à celle qu'on retrouve dans d'autres régions ou provinces du pays ? Est-elle meilleure, pire ou la même ?
- Population en général du Yukon Votre expérience de l'accès aux services a-t-elle changé au cours des dernières années ?

- **Population en général du Yukon** SI OUI : Quelle est la cause de ce changement ?
Comment le savez-vous ?
- **Population en général du Yukon** Pour ce qui est de l'avenir, pensez-vous que le système de santé au Canada va s'améliorer, rester le même, ou se détériorer ? Pourquoi ?
 - **Population en général du Yukon** Qu'est-ce qui doit se produire pour que le système de santé s'améliore dans votre collectivité ?
- **Population en général du Yukon** Quel est le rôle du gouvernement du Canada dans le secteur de la santé ?
 - **Population en général du Yukon** À votre avis, le gouvernement fédéral comprend-il les enjeux en matière de santé qui vous inquiètent le plus ? Pourquoi/Pourquoi pas ?
- **Population en général du Yukon** Le cas échéant, quel travail le gouvernement fédéral a-t-il déjà accompli afin de régler des problèmes dans le domaine des soins de santé ?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou la mauvaise voie lorsqu'il s'agit du système de santé ? Pourquoi ?
 - SI LE GOUVERNEMENT EST SUR LA MAUVAISE VOIE : Qu'auriez-vous besoin de voir de la part du gouvernement fédéral pour qu'il se mette sur la bonne voie ?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du travail que fait le gouvernement du Canada sur le système de santé ?
 - SONDER : Avez-vous entendu quelque chose au sujet des négociations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux concernant le soutien financier des systèmes de santé ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Comme vous l'avez probablement entendu [hier/la semaine dernière/il y a deux semaines/récemment], le premier ministre a rencontré avec les premiers ministres des provinces et des territoires afin de discuter le financement du système de santé.

À cette rencontre, le gouvernement fédéral a annoncé [qu'il augmentera le financement en santé destiné aux provinces et aux territoires/qu'il augmentera de 196,1 milliards de dollars sur 10 ans le financement en santé destiné aux provinces et aux territoires, ce qui comprendra 46,2 milliards de dollars en nouveau financement.] Ce [nouveau] financement comprend un supplément immédiat de

2 milliards de dollars qui sera ajouté au montant actuel [du Transfert canadien en matière de santé (TCS)] ainsi qu'une augmentation annuelle garantie du TCS à hauteur de 5 % pour les cinq prochaines années.

Le gouvernement fédéral va également investir 25 milliards sur 10 ans pour passer des accords avec les provinces et territoires individuels pour assister au financement des services de santé familiale, de santé mentale et de la toxicomanie, réduire les pénuries de main-d'œuvre et les arriérés, et moderniser le système de santé. Afin de recevoir ce financement, le gouvernement fédéral demande aux provinces et aux territoires de développer des plans décrivant la façon dont les fonds seront dépensés et de quelle façon l'amélioration du système sera mesuré. Le gouvernement fédéral demande aussi que les provinces et les territoires simplifient les processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les professionnels de la santé formés à l'étranger [ou dans d'autres provinces].

Propriétaires d'habitation du Québec, utilisateurs fréquents des soins de santé du Canada atlantique, population en général du Yukon NE PAS AFFICHER, L'ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le Transfert canadien en matière de santé est le transfert de fonds aux provinces et aux territoires du gouvernement fédéral qui assure un financement prévisible à long terme pour les soins de santé.

- Quelle est votre réaction à cette annonce ?
- Pensez-vous que ce que le gouvernement du Canada propose aura un impact majeur, mineur ou aucun impact sur la qualité des soins de santé au Canada ? Pourquoi ?
- Diriez-vous que vous êtes favorable aux plans du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, que vous vous y opposez ou que vous n'êtes ni l'un ni l'autre ? Pourquoi ?
 - Et si ce financement ajoute au déficit budgétaire du gouvernement fédéral ? Cela changerait-il vos sentiments ?
 - Et si ce financement supplémentaire veut dire que le gouvernement fédéral à moins de fonds d'attribuer à d'autres services ?

VÉHICULES ÉLECTRIQUES (VE) (60 minutes) Acheteurs potentiels de VE du Sud-Ouest de l'Ontario

De ce que je comprends, tout le monde dans ce groupe envisagerait la possibilité de s'acheter ou de faire la location d'un nouveau véhicule électrique (VE).

- Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous souhaitez faire l'achat ou la location d'un VE ?
 - Êtes-vous actuellement propriétaire d'un VE ou l'avez-vous déjà été ?
- Quels sont pour vous, le cas échéant, les principaux obstacles à l'achat d'un véhicule électrique ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des coûts ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des infrastructures de recharge ?
- Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, que le VE que vous achetez ou les pièces qu'il contient soient fabriqués au Canada ?
- Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quoi que ce soit selon lequel le gouvernement fédéral investirait dans la fabrication de VE dans le Sud-Ouest de l'Ontario ou ailleurs ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?

Le gouvernement du Canada a fait un certain nombre de choses pour soutenir le développement de l'industrie des véhicules zéro émission (VZE) au Canada, y compris investir dans la fabrication, encourager les entreprises à mettre en place des chaînes d'approvisionnement pour les VE, offrir des incitatifs aux Canadiens pour qu'ils achètent des VE, et investir dans l'infrastructure de bornes de recharge partout au Canada. Dans le Sud-Ouest de l'Ontario, certains de ces investissements comprennent les suivants :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Se doter d'équipements et de technologies de fabrication de pointe nécessaires à l'expansion de l'industrie sidérurgique à Windsor ;
- Le financement de nouveaux équipements de fabrication et de robotique de pointe à Tecumseh ;
- Le financement de la modernisation d'usines d'assemblage à Windsor et à Brampton ;
- Le réoutillage d'usines (telles que Honda) pour construire des véhicules hybrides électriques à Alliston ;
- Des investissements dans les usines Toyota de Cambridge et de Woodstock, qui deviendront la plus grande production de véhicules hybrides de Toyota en Amérique du Nord ;
- Des investissements dans l'usine d'assemblage CAMI de General Motors (GM), qui deviendra la première usine de véhicules électriques à grande échelle au Canada et qui construira les fourgonnettes de livraison entièrement électriques BrightDrop à Ingersoll.
- Quelqu'un a-t-il entendu parler de l'un ou l'autre de ces investissements ou de ces projets ?

- D'après ces informations, quelle est votre impression sur les types d'investissements réalisés par le gouvernement du Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENT SI NÉCESSAIRE : Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Des exemples de VZE incluent les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. Donc, en gros, un véhicule électrique est un type de VZE ; un véhicule à pile à hydrogène est un autre type de VZE.

- Le gouvernement du Canada devrait-il investir dans la production de VE au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Quels seront, le cas échéant, les impacts d'investir dans la production de VE au Canada ?
 - Qu'en est-il dans votre collectivité ?
 - Qu'en est-il pour vous et votre famille ?
- À votre avis, quel sera l'impact d'investir dans l'industrie des VZE sur l'avenir du Canada ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des impacts économiques ? Qu'en est-il des impacts environnementaux ?
 - Serait-ce des impacts positifs ou négatifs ?
 - Plus tôt, nous avons brièvement parlé de l'industrie automobile. Maintenant, en ce qui concerne spécifiquement soutenir la production de VE dans le cadre plus large de l'industrie automobile, pensez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
- Est-ce que l'un d'entre vous a vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du plan du gouvernement du Canada visant à exiger que 100 % des véhicules personnels vendus soient des véhicules zéro émission d'ici à 2035 ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Que pensez-vous de cela ?
 - Est-ce réaliste ?
 - Qu'est-ce qui serait nécessaire pour atteindre cet objectif ?

PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES (25 minutes) Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton

- Dans quelle mesure le secteur pétrolier et gazier est-il important pour l'économie de l'Alberta ?

- Comment décririez-vous l'état actuel du secteur pétrolier et gazier en Alberta ?
- Dans quelle mesure est-il important ou pas que l'économie albertaine se diversifie et dépende moins du pétrole et du gaz ? Pourquoi ?
 - Quels secteurs seront les plus importants pour l'avenir de l'économie albertaine ?
 - SI CELA N'A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Qu'en est-il du secteur de l'énergie propre ? Dans quelle mesure l'avenir de l'économie de l'Alberta dépendra-t-il du développement de son secteur de l'énergie propre ?
 - Pensez-vous que le développement du secteur de l'énergie propre aura un impact positif, un impact négatif ou aucun impact sur une personne comme vous ? Qu'en est-il pour les travailleurs de l'Alberta ?
 - EXPLIQUER AU BESOIN : Le secteur de l'énergie propre pourrait comprendre diverses sources d'énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité, le combustible à base d'hydrogène, ou des technologies de captage et de stockage du carbone.
- Est-ce que quelqu'un a déjà entendu l'expression « emplois durables » ? Qu'est-ce que cela signifie ?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux emplois durables dans le secteur de l'énergie propre ?
 - Pensez-vous que la création d'emplois durables dans le secteur de l'énergie propre serait bénéfique pour l'économie albertaine ? Qu'en est-il pour vous et votre famille ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Qui ou quoi, selon vous, est le moteur du développement du secteur de l'énergie propre en Alberta ?

LOGEMENT (15 minutes) Propriétaires d'habitation du Québec

Lorsque nous vous avons invité à participer aujourd'hui, vous avez indiqué que vous êtes propriétaires...

- Lorsqu'il s'agit de l'accession à la propriété, quels sont, selon vous, les principaux défis à relever ?

- Globalement, dans quelle mesure l'accèsion à la propriété est-elle abordable pour vous personnellement ? Être propriétaire de votre logement est-il devenu plus abordable, moins abordable ou est-il resté le même ?
 - Et lorsqu'il s'agit de vos paiements hypothécaires ? Vos paiements ont-ils augmenté, diminué ou sont-ils restés à peu près les mêmes ?
 - Qu'en est-il de vos primes d'assurance habitation ?
 - Qu'en est-il de vos coûts
 - des services ?
 - DEMANDER POUR CHACUN, S'IL A AUGMENTÉ : Quel impact cela a-t-il eu sur le budget de votre ménage ?
 - Autant que vous sachez, qu'est-ce qui peut provoquer des changements dans les primes d'assurance habitation ?
 - Qu'en est-il des coûts d'électricité ?

RÉNOVATIONS ET AMÉLIORATIONS ÉNERGÉTIQUES DES MAISONS (15 minutes) Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton, propriétaires d'habitation du Québec

- À main levée, combien d'entre vous ont récemment rénové ou sont actuellement en train de rénover leur maison ou d'y apporter des améliorations ?
 - Combien d'entre vous envisagent de rénover leur maison ou d'y apporter des améliorations à l'avenir ?
 - SI OUI À L'UNE DES DEUX : Quelles sont les raisons principales de rénover votre maison ou d'y apporter des améliorations, ou d'envisager de le faire ?
- Y a-t-il parmi vous certaines personnes qui envisagent de changer ou de mettre à jour leur système de chauffage ou de climatisation, ou d'installer un thermostat intelligent ?
 - SI OUI : Pourquoi souhaitez-vous apporter ces changements ?
- DEMANDER À TOUT LE MONDE : Quelles sont quelques raisons pour lesquelles vous pourriez envisager d'apporter ces types de changements à votre maison ?
 - SONDER : Le feriez-vous pour réduire vos dépenses, telles que votre facture mensuelle de services publics ou d'électricité domestique ?
 - SONDER : Le feriez-vous pour améliorer la valeur de votre propriété ?
 - SONDER : Le feriez-vous principalement pour des considérations environnementales, comme la réduction des émissions de carbone de votre ménage ?

L'ÉTIQUETAGE ÉNERGÉTIQUE (30 minutes) Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton, propriétaires d'habitation du Québec

- Que savez-vous, le cas échéant, de la consommation d'énergie de votre maison ? Par exemple, pensez-vous en savoir beaucoup ou peu sur ce sujet ?
 - SI ON LE SAIT : Comment obtenez-vous ou où obtenez-vous cette information ?
 - SI L'ON NE LE SAIT PAS : Souhaitez-vous connaître la consommation d'énergie de votre maison ?

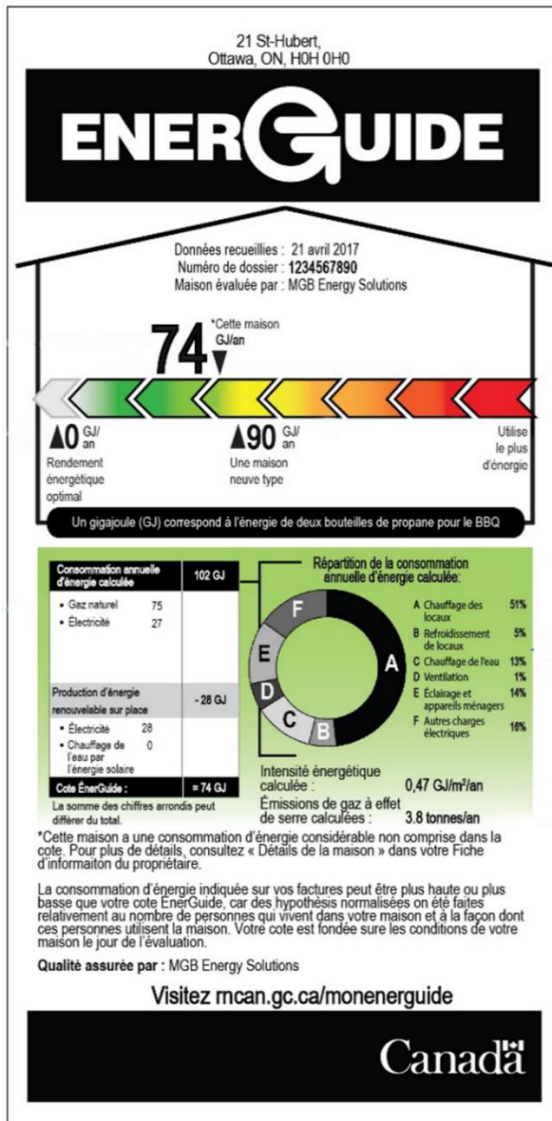
- Quel type d'information, le cas échéant, sur la consommation d'énergie de votre maison vous intéresse ?

- Avez-vous déjà entendu de l'étiquette d'énergie canadienne ÉnerGuide ?
 - POUR CEUX ET CELLES QUI AVAIENT ENTENDU : Où en avez-vous entendu parler ?

- Savez-vous si vous avez une étiquette ÉnerGuide pour votre maison ?
 - SI VOUS AVEZ UNE ÉTIQUETTE : Pourquoi en avez-vous obtenu une ?
 - Comment décririez-vous votre expérience liée à son obtention ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Je vais vous montrer un exemple de l'étiquette d'énergie domestique ÉnerGuide du Canada.



- Imaginez que vous ayez reçu quelque chose comme cela pour votre maison. Qu'est-ce que vous en comprenez ? Quelles informations essaie-t-il de vous communiquer ?
 - Y a-t-il des éléments de cette étiquette qui prêtent à confusion ou qui sont difficiles à comprendre ?

Lorsque vous recevez l'étiquette ÉnerGuide, elle vous indique la consommation d'énergie de votre maison, et vous donne aussi des recommandations de rénovations personnalisées sur comment réduire la consommation d'énergie domestique. Je vais vous montrer un exemple.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

VOTRE FEUILLE DE ROUTE VERS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Votre conseiller en efficacité énergétique a priorisé vos améliorations recommandées en fonction des économies d'énergie potentielles, de la durée de vie des composants, des interactions entre les systèmes, de vos plans de rénovation potentiels et des coûts pour effectuer les améliorations.

1. Améliorez l'étanchéité à l'air	2. Améliorez les portes	3. Améliorez le système de chauffage de l'eau	4. Améliorez le système de chauffage	<i>Recommandations additionnelles aux pages suivantes</i>
[Épargnez 2 GJ/an]	[Épargnez 0 GJ/an]	[Épargnez 9 GJ/an]	[Épargnez 32 GJ/an]	

1. Améliorez l'étanchéité à l'air

- Améliorez l'étanchéité à l'air de votre maison de 10 % pour atteindre 4,25 renouvellement(s) d'air à l'heure à 50 pascals.

Cette amélioration pourrait réduire la consommation d'énergie de votre maison de 2 gigajoules par année.

Saviez-vous que?
Les fuites d'air représentent 14 pour cent des pertes de chaleur estimées de votre maison sur une base annuelle.

Conseils utiles
L'étanchéisation à l'air est l'une des mesures d'économie d'énergie les plus rentables. Elle est généralement mise en

2. Améliorez les portes

- Remplacez une porte par un modèle certifié ENERGY STAR.

Cette amélioration pourrait faire augmenter la consommation d'énergie de votre maison de 0 gigajoules par année.

Saviez-vous que?
Les portes représentent 1 pour cent des pertes de chaleur estimées de votre maison sur une base annuelle.

Conseils utiles
Les portes certifiées ENERGY STAR sont parmi les plus efficaces sur le marché. Si les portes comprennent un vitrage, envisagez les produits avec vitrage à faible émissivité et avec remplissage au gaz inerte.



3. Améliorez le système de chauffage de l'eau

- Installez un nouveau chauffe-eau électrique à thermopompe certifié ENERGY STAR ayant un facteur énergétique (FE) de 2,25.

Cette amélioration pourrait réduire la consommation d'énergie de votre maison de 9 gigajoules par année.

Saviez-vous que?

Le chauffage de l'eau représente 14 pour cent de la consommation d'énergie annuelle estimée de votre maison.

Conseils utiles

Le rendement énergétique des chauffe-eau alimentés au carburant est exprimé en facteur énergétique (FE), facteur énergétique uniforme (FEU) ou en efficacité thermique. Plus le nombre est élevé, plus le chauffe-eau est efficace. Le rendement énergétique des chauffe-eau électriques avec réservoir est exprimé en pertes thermiques en mode latente, mesurées en watts. Plus le nombre est faible, plus le chauffe-eau est efficace.

- Si vous receviez de telles recommandations, envisagez-vous de prendre des mesures pour réduire la consommation d'énergie de votre maison ?
 - Qu'est-ce qui pourrait influencer votre décision d'effectuer ces mesures ou pas ?
 - Pensez-vous avoir d'information suffisante sur comment entreprendre ces mesures ?
- Si vous étiez en train d'acheter une maison, dans quelle mesure est-il important ou pas de voir l'étiquette énergétique de la maison que vous envisagez d'acquérir au moment de la vente ?
 - Savoir la consommation d'énergie de la maison influencerait-il sur votre décision d'acheter cette maison ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Quelles informations, le cas échéant, concernant l'utilisation d'énergie de cette maison, aimeriez-vous savoir avant de l'acheter ?

CONNAISSANCE ET SENSIBILISATION À L'ÉGARD DE PRAIRIESCAN (15 minutes) Propriétaires d'habitation de Calgary et d'Edmonton

- À main levée :
 - Combien d'entre vous êtes propriétaires d'entreprise ?
 - Utilisez-vous les médias sociaux dans le cadre de votre travail ?
 - Combien d'entre vous occupent un poste de cadre ou de direction qui impliquent la recherche de soutiens économiques ou financiers pour votre entreprise ou votre organisation ?
 - Utilisez-vous les médias sociaux dans le cadre de votre travail ?

DEMANDER AUX AUTRES PARTICIPANT(E)S :

- Et parmi vous, y en a-t-il qui utilisent les médias sociaux dans le cadre de leur travail ?

POUR LES PERSONNES QUI UTILISENT LES MÉDIAS SOCIAUX DANS LE CADRE DE LEUR TRAVAIL :

- Quels réseaux sociaux utilisez-vous en lien avec votre travail ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Twitter, LinkedIn, Facebook, Instagram, d'autres ?
- Où vous attendriez-vous à trouver des ressources pour le financement et le soutien aux entreprises ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Sites Web en ligne, médias sociaux, publicités, autres ?
- Quelles sociétés ou organisations vous viennent à l'esprit lorsque vous pensez au financement, au développement économique et à un soutien accru aux entreprises ?
 - Pourquoi ces noms vous sont-ils venus à l'esprit ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, avez-vous récemment vu une annonce, une publicité ou une publication sur les médias sociaux ?
- À main levée, quelqu'un a-t-il entendu parler de PrairiesCan, parfois appelé Prairies Canada ?
- Selon vous, que fait PrairiesCan ?

S'IL Y A DES PROPRIÉTAIRES D'ENTREPRISE OU DES PERSONNES QUI OCCUPENT UN POSTE DE CADRE OU DE DIRECTION, DEMANDER :

Pour les personnes qui ont indiqué plus tôt qu'elles sont propriétaires d'entreprises ou qu'elles occupent un poste de cadre ou de direction qui implique la recherche de soutiens économiques ou financiers, envisageriez-vous de vous tourner vers Prairies Canada pour obtenir un soutien économique ou du financement ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

LA TARIFICATION DU CARBONE (30 minutes) Utilisateurs fréquents des soins de santé du Canada atlantique

- Qu'avez-vous lu, vu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification du carbone au Canada ?
- À votre connaissance, existe-t-il une tarification du carbone dans votre province ?
- Avez-vous déjà entendu le terme « incitatif à agir pour le climat » ?
- Que vous l'ayez déjà entendu ou non, que signifie-t-il pour vous ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour soit élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale, soit adopter un système fédéral normalisé.

La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Neuf provinces et territoires ont soit choisi d'utiliser le système fédéral en tout ou en partie, ou bien ont proposé un système provincial qui n'était pas conforme à la norme fédérale et se sont donc vus imposer le système fédéral.

Ces provinces et territoires comprennent les suivants : Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, et Nunavut. Cette liste sera élargie à compter de juillet 2023 pour y inclure Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.).

Le Nouveau-Brunswick, qui avait auparavant mis en place un système de tarification de la pollution entièrement provincial, a récemment annoncé qu'il souhaitait adopter le système fédéral pour sa redevance sur les combustibles, tout en conservant un système provincial pour les industries. Pour l'instant, il n'y a pas d'échéancier de fixé pour ce changement.

- Quelles sont vos réactions lorsque vous entendez cela ?

NE PAS AFFICHER, LE MODÉRATEUR ÉCLAIRCIRA AU BESOIN : Tous les produits perçus dans une province dans le cadre du système fédéral resteront dans cette province — prenant l'exemple de Terre-Neuve — 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de Paiement de l'incitatif à agir pour le climat, une famille de quatre personnes se verrait recevoir environ 1 132 \$ par année. Les 10 % restants serviront à soutenir les petites entreprises et les groupes autochtones.

- Cette approche vous semble-t-elle juste ? Vous semble-t-elle abordable ?
- Pensez-vous que cela aura un impact majeur, un impact mineur ou pas d'impact du tout sur le changement climatique ?
- En pensant à nouveau au Paiement de l'incitatif à agir pour le climat, comment vous attendriez-vous à ce que le gouvernement du Canada verse ce paiement ?

- En fonction de ce que vous savez maintenant, si vous deviez expliquer la tarification du carbone au Canada à une connaissance, que lui diriez-vous ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et comment lui décririez-vous l'incitatif à agir pour le climat ?

BUDGET 2023 (15 minutes) Résidents à faible revenu et de la classe moyenne des régions rurales des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), utilisateurs fréquents des soins de santé du Canada atlantique

J'aimerais vous parler du prochain budget fédéral...

- Selon vous, sur quoi portera le prochain budget fédéral ?
- Sur quoi pensez-vous que le prochain budget fédéral devrait porter ?
- Si vous pensez aux années précédentes, vous souvenez-vous de quoi que ce soit qui fut annoncé par le gouvernement fédéral dans le cadre de budgets antérieurs ?
 - UNIQUEMENT DANS LE CAS D'UN SILENCE : Des investissements, des thèmes, des priorités, toute chose contenue dans un quelconque budget antérieur dont vous vous souvenez ?

STRATÉGIE POUR L'INDO-PACIFIQUE (25 minutes) Diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver

- En ce qui concerne la gestion des relations internationales, en particulier celles avec l'Asie, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet du renforcement des liens entre le gouvernement du Canada et des pays de l'Indo-Pacifique ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

MENTIONNER AU BESOIN : La région de l'Indo-Pacifique comprend 40 pays, dont l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, la Chine et de nombreux autres pays d'Asie du Sud, d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada intensifiera son engagement à l'égard de la région indo-pacifique dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. La Stratégie pour l'Indo-Pacifique s'articulera autour des objectifs suivants :

- Renforcer le rôle du Canada en tant que partenaire fiable et engagé dans la région indo-pacifique ;
 - Assurer la résilience, la paix et la sécurité ;
 - Accroître le commerce, l'investissement et la résilience de la chaîne d'approvisionnement ;
 - Investir dans les gens et les rapprocher ;
 - Bâtir un avenir durable et vert.
-
- Quelles sont vos réactions après avoir entendu ces objectifs ?
 - Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, d'intensifier l'engagement à l'égard de la région de l'Indo-Pacifique ?
 - Quels impacts, le cas échéant, cela aura-t-il en Colombie-Britannique ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il pour ce qui est de l'accroissement des échanges commerciaux, des investissements et de la résilience des chaînes d'approvisionnement ?
-
- Que souhaiteriez-vous voir de la part du gouvernement du Canada en ce qui concerne la gestion des relations avec les pays de l'Indo-Pacifique (comme l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et la Chine) ?

OPIOÏDES (25 minutes) Diaspora sud-asiatique de l'Intérieur de la Colombie-Britannique et de la région métropolitaine de Vancouver

- Diriez-vous que la dépendance aux opioïdes est un problème important, un problème mineur ou un problème inexistant dans votre communauté ?
 - DEMANDER À CEUX ET CELLES DE VANCOUVER : Et qu'en est-il pour la ville de Vancouver ?
- Qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour lutter contre la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique ?
- Que pensez-vous de l'exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de

2,5 grammes ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique ? Êtes-vous pour ou contre les mesures de ce genre ? Pourquoi dites-vous cela ?

- Le cas échéant, quelles conséquences cela aura-t-il ?
 - Ce changement aura-t-il un impact sur la criminalité à Vancouver ? Pourquoi êtes-vous de cet avis ?
- Que pensez-vous de la possibilité d'orienter les personnes arrêtées pour possession de drogues illicites vers des centres de désintoxication plutôt que de les envoyer en prison ? Seriez-vous pour ou contre les mesures de ce genre ? Pourquoi dites-vous cela ?
 - Le cas échéant, quelles conséquences cela aura-t-il ? Un tel changement aurait-il un impact sur la criminalité ? Pourquoi êtes-vous de cet avis ?

LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE (15 minutes) Travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec)

- Direz-vous que votre communauté est sécuritaire ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - La violence armée dans votre communauté vous préoccupe-t-elle ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- D'après ce que vous savez, y a-t-il eu une augmentation, une diminution, ou n'y a-t-il eu aucun changement du niveau de crime dans votre communauté ? Qu'en est-il dans la région du Grand Montréal ?

S'IL Y A EU UNE AUGMENTATION : Y a-t-il quelque chose que, selon vous, le gouvernement fédéral devrait faire pour répondre au niveau de criminalité dans votre communauté ?

SECTEUR DE LA TECHNOLOGIE (35 minutes) Travailleurs du secteur technologique de la région du Grand Montréal (Québec)

J'aimerais maintenant changer un peu le sujet et parler du secteur de la technologie. Lorsque nous vous avons invités à participer au groupe de discussion ce soir, vous aviez indiqué que vous travailliez dans le secteur de la technologie. Est-ce que c'est toujours le cas pour la plupart d'entre vous ?

- Globalement, diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou la mauvaise voie en ce qui concerne le secteur de la technologie ? Pourquoi ?
 - Quels sont des exemples de choses que vous avez vues, lues ou entendus, le cas échéant, concernant le travail que fait le gouvernement du Canada pour soutenir le secteur de la technologie au Canada ?

- Depuis le début de la pandémie COVID-19, comment le travail dans votre secteur a-t-il changé ?
- L'inflation a-t-elle eu un impact sur le secteur dans lequel vous travaillez ? Comment ?
 - Quel impact, le cas échéant, cela a-t-il eu sur vous en tant que travailleuse ou travailleur dans ce secteur ?
- Quels sont les plus grands défis auxquels sont confrontées les personnes qui travaillent dans votre secteur ?
 - Qu'en est-il des licenciements ?
 - Avez-vous été personnellement touché par ceci ?
- Quelles mesures le gouvernement du Canada pourrait-il prendre, le cas échéant, pour atténuer les impacts de la réduction actuelle des effectifs des entreprises technologiques ?
- Que fait le gouvernement du Canada pour offrir des soutiens aux personnes qui travaillent dans votre secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement fédéral a fait pour soutenir les personnes qui travaillent dans votre secteur ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoique ce soit au sujet de la nouvelle Corporation d'innovation du Canada ?

AFFICHEZ À L'ÉCRAN :

En créant la Corporation d'innovation du Canada, le gouvernement du Canada établit une nouvelle société d'État dans le but de stimuler l'investissement des entreprises canadiennes en recherche et développement (R-D) et de favoriser la croissance économique. La CIC aidera les entreprises canadiennes de l'ensemble des secteurs et des régions à innover, à commercialiser leurs produits, à croître et à créer de bons emplois dans une économie mondiale en évolution. La CIC offrira du financement et des services consultatifs qui encourageront un plus grand nombre d'entreprises canadiennes à entreprendre des activités de R-D au Canada et à intensifier leurs efforts à cet égard, afin de mettre au point des produits, des procédés et des services nouveaux, améliorés et concurrentiels à l'échelle mondiale. En utilisant les meilleures pratiques établies par des agences similaires partout dans le monde, la CIC sera une organisation indépendante du gouvernement sur le plan opérationnel, axée sur les résultats, qui collaborera avec le secteur privé pour offrir un soutien ciblé aux entreprises canadiennes nouvelles et établies. La CIC administrera le soutien financier sous

forme de subventions et de contributions et le financement devrait varier d'environ 50 000 \$ à 5 millions de dollars par projet, selon les propositions de projet.

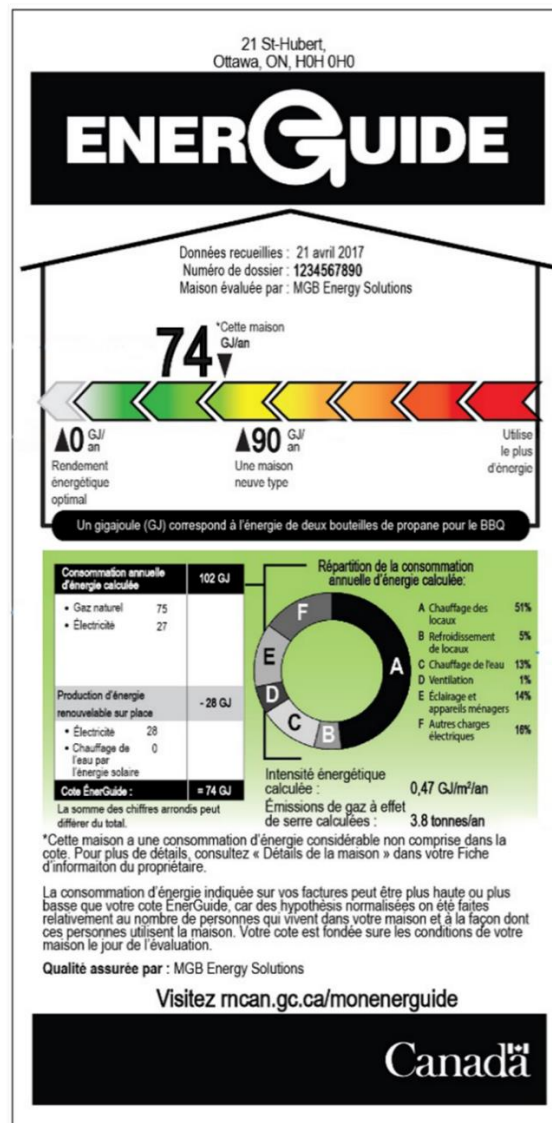
- Quelles sont vos premières réactions à cela ?
- Pensez-vous que ceci a le potentiel à aider ceux et celles dans le secteur de la technologie ?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Annexe C – Concepts publicitaires

Étiquette EnerGuide (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec)



Exemple d'étiquette EnerGuide illustrant la consommation énergétique d'une maison. Au haut de l'image figure le logo EnerGuide. Sous ce logo, on voit une échelle de couleurs (qui décline, de gauche à droite, des tons de vert, de jaune et de rouge) ainsi qu'une flèche indiquant la consommation résidentielle annuelle en gigajoules. Sous l'échelle se trouvent un tableau de données et un graphique circulaire qui indiquent la consommation d'énergie selon l'appareil ménager. En dessous, à gauche, on peut lire un avertissement selon lequel la maison a une consommation d'énergie considérable non comprise dans la cote. Au bas de la page figurent l'URL d'EnerGuide (nrcan.gc.ca/monenergguide) et le mot-symbole du gouvernement du Canada.

Feuille de route vers l'efficacité énergétique EnerGuide (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec)

VOTRE FEUILLE DE ROUTE VERS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Votre conseiller en efficacité énergétique a priorisé vos améliorations recommandées en fonction des économies d'énergie potentielles, de la durée de vie des composants, des interactions entre les systèmes, de vos plans de rénovation potentiels et des coûts pour effectuer les améliorations.



1. Améliorez l'étanchéité à l'air

[Épargnez 2 GJ/an]

2. Améliorez les portes

[Épargnez 0 GJ/an]

3. Améliorez le système de chauffage de l'eau

[Épargnez 9 GJ/an]

4. Améliorez le système de chauffage

[Épargnez 32 GJ/an]

Recommandations additionnelles aux pages suivantes



1. Améliorez l'étanchéité à l'air

- Améliorez l'étanchéité à l'air de votre maison de 10 % pour atteindre 4,25 renouvellement(s) d'air à l'heure à 50 pascals.

Cette amélioration pourrait réduire la consommation d'énergie de votre maison de 2 gigajoules par année.

Saviez-vous que?

Les fuites d'air représentent 14 pour cent des pertes de chaleur estimées de votre maison sur une base annuelle.

Conseils utiles

L'étanchéisation à l'air est l'une des mesures d'économie d'énergie les plus rentables. Elle est généralement mise en œuvre avant ou pendant les autres améliorations, et ce, afin d'assurer un résultat optimal. L'étanchéisation à l'air peut minimiser les dommages potentiels causés par l'humidité et améliorer votre confort en réduisant les courants d'air, les pertes de chaleur ainsi que réduire la poussière et le bruit provenant de l'extérieur dans votre maison.



2. Améliorez les portes

- ❑ Remplacez une porte par un modèle certifié ENERGY STAR.

Cette amélioration pourrait faire augmenter la consommation d'énergie de votre maison de 0 gigajoules par année.

Saviez-vous que?

Les portes représentent 1 pour cent des pertes de chaleur estimées de votre maison sur une base annuelle.

Conseils utiles

Les portes certifiées ENERGY STAR sont parmi les plus efficaces sur le marché. Si les portes comprennent un vitrage, envisagez les produits avec vitrage à faible émissivité et avec remplissage au gaz inerte.



3. Améliorez le système de chauffage de l'eau

- ❑ Installez un nouveau chauffe-eau électrique à thermopompe certifié ENERGY STAR ayant un facteur énergétique (FE) de 2,25.

Cette amélioration pourrait réduire la consommation d'énergie de votre maison de 9 gigajoules par année.

Saviez-vous que?

Le chauffage de l'eau représente 14 pour cent de la consommation d'énergie annuelle estimée de votre maison.

Conseils utiles

Le rendement énergétique des chauffe-eau alimentés au carburant est exprimé en facteur énergétique (FE), facteur énergétique uniforme (FEU) ou en efficacité thermique. Plus le nombre est élevé, plus le chauffe-eau est efficace. Le rendement énergétique des chauffe-eau électriques avec réservoir est exprimé en pertes thermiques en mode latente, mesurées en watts. Plus le nombre est faible, plus le chauffe-eau est efficace.

Série de recommandations personnalisées sur les rénovations ou les mises à niveau à effectuer pour améliorer le rendement énergétique d'une maison en tenant compte de sa consommation énergétique. La feuille de route comprend plusieurs zones de texte blanches et vertes. La première zone de texte présente les projets de rénovation recommandés avec leur image correspondante. Les zones de texte suivantes décrivent chaque projet de manière détaillée. Les projets consistent à améliorer l'étanchéité à l'air, les portes et le système de chauffage de l'eau. Dans chaque cas, des instructions précises sont données pour mettre la recommandation en œuvre. La description de chaque projet est complétée par une information factuelle connexe (p. ex., la recommandation d'améliorer les portes donne une estimation des pertes de chaleur annuelles liées aux portes) et des conseils utiles.